

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Bulletin trimestriel
novembre-mars

2 0 1 8

N° 21

LA LETTRE DE L'IRMC

Sommaire

2 Editorial

3 Programme de recherche

- *Mondialisation, mobilités régionales et développement local : vers l'émergence d'un espace de soins transnational en Afrique du Nord ?* par **Betty Rouland**

- *Sexualités dites atypiques au Maghreb. La différence en question*, par **Monia Lachheb**

- *Désir de partir chez les jeunes Tunisiens. De la migration clandestine à l'engagement radical dans les filières djihadistes. Aspects subjectifs cliniques et mutations politiques*, par **Wael Garnaoui**

11 Axes de recherches

- *Historicisation et perspectives patrimoniales d'un héritage architectural et urbain de la période coloniale française (1837-1962) à Constantine*, par **Maïssa Acheuk-Youcef**

- *Comment appréhender la problématique des entreprises chinoises de BTP en Algérie ?* par **Hicham Rouibah**

21 Comptes-rendus d'activités

- *Crise des modèles ? Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes-campagnes*, par **Marouen Taleb**

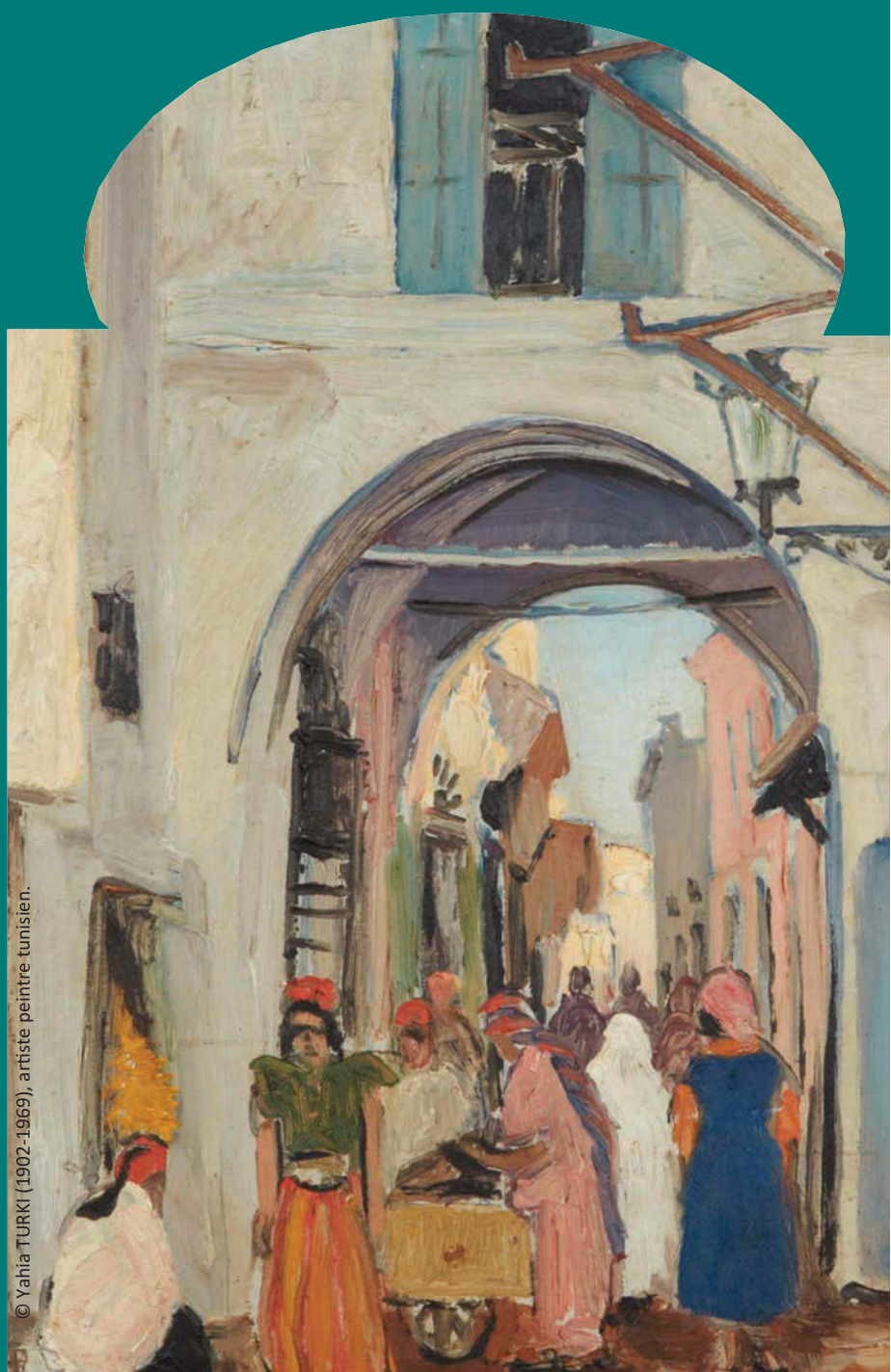
- *Repérage du Politique, de l'enquête à la théorie*, par **Louise Favel**

- *Infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en Tunisie : Profil socio-épidémiologique (1983 - 2016)*, par **Louise Favel**

- *Théorie, objets et méthodes en anthropologie de la santé : l'exemple des travaux sur le sida*, par **Louise Favel**

28 Bibliothèque de l'IRMC

34 Informations de la communauté scientifique



© Yahia TURKI (1902-1969), artiste peintre tunisien.

Oissila SAAIDIA



Directrice de l'IRMC
Professeur des
Universités en histoire
contemporaine

direction@irmcmaghreb.org

Fidèle à sa vocation, la lettre de l'IRMC continue à faire la part belle aux doctorants, aux programmes des chercheurs et aux activités de l'Institut.

Les travaux de trois doctorants sont ainsi à l'honneur dont deux consacrés au terrain algérien et un à la Tunisie. On ne rappellera jamais assez l'ancrage régional de l'IRMC et son soutien en faveur des recherches sur l'Algérie rendues possible, en grande partie, grâce à la dotation du SCAC d'Alger. Parmi les nombreux boursiers, deux d'entre eux ont proposé un état des lieux de leur recherche : Maïssa Acheuk-Youssef propose une lecture originale et stimulante de l'héritage architectural de la période coloniale pour la ville de Constantine ; Hicham Rouibah s'intéresse, avec une méthodologie rigoureuse, à un sujet qui relève du front pionnier de la recherche, la question des entreprises chinoises de BTP en Algérie. Wael Garnaoui, quant à lui, partage les

premiers résultats d'un travail de grande qualité sur un sujet délicat qui est celui de l'analyse des causes de la migration chez de jeunes Tunisiens dont certains se retrouvent dans les rangs des candidats au djihad.

Deux chercheuses confirmées, Betty Rouland et Monia Lachheb résument les grands enjeux de leur programme de recherche centré sur les mobilités, pour la première, et sur les sexualités « atypiques », pour la seconde. L'une et l'autre ouvrent de nouvelles voies de la recherche dans une perspective intra-maghrébine, en direction de l'Afrique sub-saharienne et de la rive nord de la Méditerranée. La Tunisie y apparaît plus que jamais comme un pays carrefour où les évolutions politiques, économiques et sociétales interagissent avec un environnement plus large que celui de l'échelle nationale.

Le programme des activités de l'IRMC a été riche, comme en atteste les comptes rendus rédigés par Louise Favel. Riche, tout d'abord, en séminaires de l'Institut qui sont au nombre de deux, celui coordonné par Amin Allal, « Etudes du politique : entre spécificités des cas et universalité des approches » et celui coordonné par Monia Lachheb et Betty Rouland, « L'objet « santé » dans les sciences humaines et sociales : concepts, approches et enjeux dans le Maghreb contemporain », à la jonction entre leurs deux programmes ; ces séminaires, commencés en novembre dernier, ont une périodicité mensuelle.

Par ailleurs, l'ERC TARICA, sous la responsabilité scientifique de Alia Gana, dont l'IRMC est l'un des laboratoires d'accueil, a tenu un séminaire sur « Crise des modèles ? Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes campagnes ». La question des modèles et de leur crise est au cœur de bien des problématiques des sciences humaines et sociales. En effet, si la modélisation a été perçue pendant des décennies comme un gage d'objectivité et de scientificité, ses effets pervers sont dénoncés depuis plusieurs années déjà.

Les modèles de développements, qui ont été au cœur de ce séminaire, ont été envisagés sous plusieurs axes et à plusieurs échelles.

Last but not least, « Les cafés itinérants de l'IRMC », à l'initiative de Betty Rouland, inaugurent une nouvelle formule qui a d'emblée rencontré l'adhésion. Il s'agit de laisser la parole à de jeunes docteurs/res tunisiens/nes dans un cadre non académique et ce à travers toute la Tunisie. L'idée est de valoriser les travaux de la jeune recherche, d'aller au-devant d'un public qui ne fréquente pas l'IRMC et de sortir, autant que possible, de Tunis.

« Les cafés itinérant » participent d'un dispositif qui se trouve au cœur de mon programme de directorat qui est celui de permettre à l'IRMC de renouer avec les grandes universités en région et de rayonner au-delà de Tunis.

L ' I R M C

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une Unité mixte (USR 3077). Un conseil scientifique participe à l'orientation et à l'évaluation de ses activités. Un Comité mixte de suivi franco-tunisien des activités de l'IRMC se réunit chaque année.

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses champs disciplinaires sont : anthropologie, démographie, droit, économie, études urbaines, géographie, histoire, sciences politiques, sciences sociales appliquées aux lettres, à la philosophie et à la psychologie, sociologie.

Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale. Il organise des formations doctorales, des colloques, des séminaires internationaux et des conférences. Il accueille des

chercheurs, des boursiers et des stagiaires maghrébins et français, en coopération avec les institutions des pays concernés.

Sa Bibliothèque est ouverte à un large public d'universitaires, doctorants, étudiants, boursiers et stagiaires. Elle permet la consultation sur place de livres et de revues spécialisées (plus de 29000 ouvrages et 2 300 titres de revues).

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une centaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs.

Directrice : Oissila Saaidia

Équipe de recherche permanente : Amin Allal, Alia Gana, Monia Lachheb, Betty Rouland.

Doctorant IRMC : Nessima Mekaoui.

Chercheurs associés : Myriam Achour-Kallel, Kmar Bendana, Hend Ben Othman, Jean-Pierre Cassarino, Mohamed Chérif Ferjani, Jérôme Heurtaux, Enrique Klaus, Olivier Koch, Houda Laroussi, Khaoula Matri, Sihem Najjar.

Mondialisation, mobilités régionales et développement local : vers l'émergence d'un espace de soins transnational en Afrique du Nord ?

Betty Rouland



Géographe,
chercheuse à l'IRMC

bettyrouland@posteo.net

Le programme de recherche « *Mondialisation, mobilités régionales et développement local : vers l'émergence d'un espace de soins transnational en Afrique du Nord ?* » vise à examiner l'accroissement du secteur privé de santé en Tunisie en lien avec l'augmentation de la patientèle étrangère (maghrébine, subsaharienne principalement originaire d'Afrique de l'Ouest, européenne) avec une attention particulière portée aux changements enregistrés depuis 2011. De manière assez inattendue, une des dynamiques, qui découle des révolutions arabes, est le nouveau rôle de la Tunisie en matière de services de santé. À l'augmentation accrue de la patientèle libyenne dans les structures de soins privées depuis l'éclatement de la guerre civile en Libye, s'ajoute l'émergence de nouveaux marchés. La Tunisie se positionne actuellement comme le principal pays exportateur de soins en Afrique du Nord, le pays affiche même l'une des plus fortes croissances au monde dans le secteur du tourisme médical (Lautier, 2013). À la croisée des enjeux (géo)politiques et sociétaux du Maghreb contemporain, la recherche proposée cristallise des thèmes essentiels à l'instar du champ des migrations, des mobilités et des circulations à caractère médical mais aussi de problématiques telles que celles du développement local, de l'intégration régionale et de la mondialisation

économique dans un contexte spécifique de transition politique. Pionnier, ce programme s'inscrit dans les débats qui animent aujourd'hui les sciences humaines et sociales à l'intersection des *migration studies* et du tournant mobilitaire (Sheller, Urry, 2006), des *transnational studies* (*bottom-up/top-down*) et du *biopolitique* (*borderities* (Amilhat-Szary, Giraut, 2011), bioéconomie et bioéthique). Au-delà de la production de données empiriques sur un sujet encore très peu documenté au Maghreb¹, le programme de recherche présente une dimension heuristique en invitant à reconceptualiser le triptyque « mondialisation, migration, santé ». À partir d'un champ original (la santé), il est question d'analyser de nouvelles formes d'interactions et de mobilités convergentes vers la Tunisie, tout en privilégiant une approche multi-scalaire afin d'examiner la production de nouveaux espaces de soins (échelle locale, urbaine, transfrontalière, régionale, transnationale) dans une perspective « Sud-Sud ».

Ce programme de recherche s'articule autour de trois axes intrinsèques : (i) Développement du secteur privé de santé et patientèle étrangère en Tunisie ; (ii) Figures migratoires émergentes et espaces de circulations depuis 2011 dans le Maghreb et au-delà ; (iii) Mobilités régionales, transnationalisme et mondialisation au prisme des mobilités médicales « Sud-Sud ».

Axe 1 : Développement du secteur privé de santé en lien à la patientèle étrangère en Tunisie

La Tunisie dispose aujourd'hui des ressources sanitaires équivalentes à celles des pays européens (niveau de qualification des praticiens, standardisation des protocoles thérapeutiques, infrastructures sanitaires, matériel médical, etc.) à des prix très concurrentiels sur le marché mondial (Lautier, 2013). À

titre d'indication, on estimait à 22.1 millions de dollars (USD) les exportations de services de santé de la Tunisie (dont 18 millions USD vers la seule Libye) (Menvielle, 2012), tout en précisant qu'il convient d'ajouter à ces chiffres les dépenses relatives aux séjours des malades (accompagnants, apport de devises, etc.) (Rouland *et al.*, 2016). Cependant, les impacts du secteur privé de santé tout comme les effectifs réels des patients qui viennent se faire soigner en Tunisie échappent aux instruments de mesure : « *ce phénomène n'en est probablement qu'à ses débuts et son ampleur réelle apparaît incertaine. Il est difficile à quantifier [...]. Une première difficulté de mesure est liée à la prise en compte de ces flux car ils se soumettent mal aux instruments de mesure disponibles* » (Lautier, 2013). Bien que l'absence de données limite la mesure dudit phénomène, l'accroissement de l'offre privée de santé et de la patientèle libyenne depuis 2011 dans la ville de Sfax, témoignent d'une part du dynamisme local de la niche d'activité et, d'autre part, de la diversification des profils des patients libyens dans le contexte de guerre civile en Libye mais aussi à l'essor de nouveaux marchés (la patientèle algérienne).

Par conséquent, ce premier axe vise à dresser un état des lieux de l'expansion du secteur privé de santé dans les villes tunisiennes en lien avec l'augmentation de la patientèle étrangère et notamment les changements enregistrés depuis 2011 :

i) Élaborer une radiographie de l'évolution du secteur privé de santé en Tunisie (offre médicale et paramédicale) ;

ii) Identifier les différents acteurs et les logiques déployées pour le développement de la niche d'activité (professionnels de santé et personnel « extra » médical, actionnaires, sociétés intermédiaires/*facilitators*, etc.) ;

iii) Examiner les impacts locaux du développement des services du secteur

Programme de recherche

privé de santé et des activités corollaires dans les villes tunisiennes (aménagements liés aux structures (para)médicales, aux nouveaux espaces résidentiels (hôtellerie, marché locatif et commerciaux).

bien au-delà. Des populations migrantes hétérogènes s'entrecroisent aujourd'hui sur le sol tunisien, un changement de paradigme s'est opéré : la Tunisie est passée du statut de terre traditionnelle

touristes médicaux alors que les études récentes démontrent à l'inverse que ces derniers sont mobiles et circulent pour des motifs variés mais que leurs modes de recours aux soins s'éloignent des logiques du tourisme médical et nécessitent d'être appréhendés dans le contexte de guerre civile actuelle qui règne en Libye (Rouland *et al.*, 2016 ; Boubakri, 2015). En dépit de la proximité géographique avec l'Union Européenne (UE), ce sont les patients originaires des pays voisins de la rive sud de la Méditerranée et du Sahel qui répondent majoritairement à l'offre médicale privée qui s'est développée en Tunisie et, contrairement aux voyageurs médicaux venus du Nord, recourent à une gamme de soins beaucoup plus large (Rouland *et al.*, 2016). Aussi, l'émergence de figures et d'espaces migratoires structurés par des logiques sanitaires met en exergue de nouvelles interactions, des espaces d'échanges intra-maghrébins et avec le Sahel, des processus de régionalisation « par le bas » nouveaux et originaux caractéristiques de dynamiques « Sud-Sud ».

Par conséquent, la Tunisie constitue aujourd'hui un « *espace laboratoire* » pour étudier le phénomène croissant des mobilités médicales en Afrique du Nord.

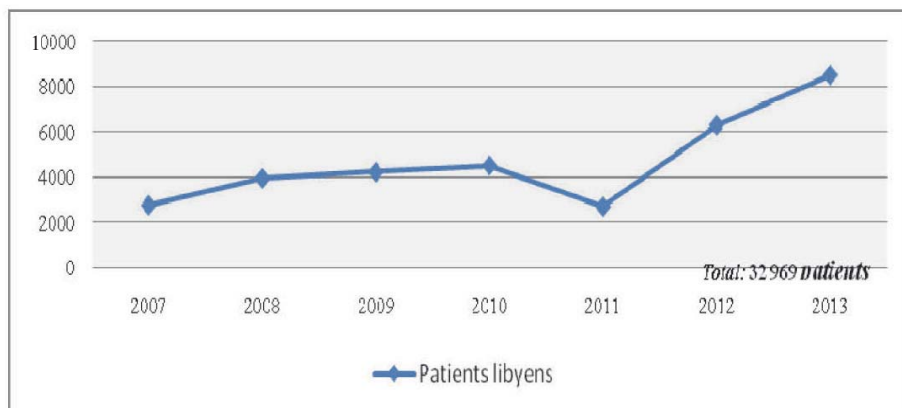
Par le biais du champ de la « santé » et l'examen des modes de recours aux services du secteur privé, le second axe s'intéresse à élaborer des typologies en fonction des « profils » et des « espaces » sur lesquels circulent la patientèle étrangère enquêtée :

i) Contextualiser dans le temps et sur l'espace l'évolution des mobilités médicales au Maghreb ;

ii) Dresser une typologie en fonction des profils de la patientèle étrangère (en fonction des origines géographiques, mode(s) d'accès et de prise(s) en charge des soins, itinéraire(s) thérapeutique(s), exposition à des risques et degré de vulnérabilité), des réseaux sur lesquels les patients s'appuient et analyser la complexité des figures migratoires émergentes ;

iii) Spatialiser le regard en cartographiant les espaces de soins empruntés, tissés et pratiqués par les patients (mobilités médicales trans-

Figure 1. Registre du nombre de patients libyens entre 2007 et 2013 dans une polyclinique sfaxienne (source anonymisée)



© Rouland *et al.*, 2016.

Axe 2 : Figures migratoires émergentes et espaces de circulations depuis 2011 dans le Maghreb et au-delà

Depuis la révolution de la « dignité » (*Thawrat al-Karama*) à la fin de l'année 2010 en Tunisie et depuis les soulèvements populaires qui ont eu lieu dans les pays arabes en 2011, on assiste à une redistribution de la donne et des enjeux migratoires dans le Maghreb et

d'immigration à celui d'espace d'accueil, de transit et de circulation. Désormais, le pays accueille de nouvelles figures migratoires complexes dont les statuts sont difficilement identifiables du fait de l'absence d'outils statistiques fiables (Boubakri, 2015). À titre d'exemple, les Libyens présents en Tunisie sont catégorisés de manière antinomique comme *réfugiés* (sans le statut légal) ou

Figure 2. Projets d'aménagements liés au secteur privé de santé (résidences et cabinets médicaux) à proximité de deux polycliniques récemment construites dans la ville de Sfax)



© Rouland, 2015.

frontalières, intra-maghrébines, sahé-liennes-maghrébines, etc.) et élaborer un panorama plus large des figures migratoires et des formes de circulations qui découlent de la révolution arabe de 2011.

Axe 3 : Mobilités régionales, transnationalisme et mondialisation au prisme des mobilités médicales « Sud-Sud »

Dans un monde globalisé et au vu de l'augmentation des mobilités et des circulations médicales, la santé apparaît d'une part comme un champ pertinent pour repenser les enjeux du tournant mobilitaire. À ces nouvelles formes de mobilités s'ajoutent l'émergence d'espaces de soins transnationaux en Afrique du Nord tissés par des acteurs pluriels, impulsés par des dynamiques de la mondialisation économique et structurés par des processus de régionalisation « par le bas ». D'autre part, la santé offre des outils d'analyses pertinents pour évaluer les « champs migratoires » pratiqués par les migrants ainsi que les processus de différenciation qui les caractérisent. En effet, la santé s'avère à la fois un excellent indicateur de la mondialisation économique (Huynen, 2005 ; Dixneuf, 2003) mais également des conditions de vie des populations (Fleuret, Séchet, 2004, 6). Autrement dit, le choix du projet est d'abord motivé par le fait que de nouvelles figures migratoires et des espaces de circulations liés à la santé ont émergé au cours de cette dernière décennie au Maghreb et spécialement depuis 2011.

L'axe 3 permet d'aborder des enjeux théoriques, devenus des questions centrales dans les sciences humaines et sociales :

i) Déconstruire des catégories englobantes (touriste médical vs réfugié) et saisir l'hétérogénéité des formes de mobilités et de circulations afin d'appréhender les inégalités des champs migratoires dans lesquels les populations migrantes évoluent au Maghreb ;

ii) Évaluer par le biais des champs sanitaire et migratoire les processus de régionalisation « par le bas » et d'intégration régionale au Maghreb et

comparer les phénomènes observés avec d'autres régions du globe ;

iii) Recadrer le contexte régional dans des enjeux globaux (mondialisation économique et marchandisation des soins) à travers les approches du biopolitique (*borderities*), de la bioéconomie et de la bioéthique (avec un focus néanmoins porté sur le secteur de la reproduction médicalement assistée).



© Rouland, 2015.

¹ Contrairement à d'autres régions du globe comme l'Asie, les études portant sur les mobilités médicales (phénomène également qualifié de tourisme médical, de voyages médicaux ou de circulations thérapeutiques) sont très peu développées en Afrique à l'exception de celles de l'économiste Marc Lautier sur l'exportation des services de santé en Tunisie (2013 ; 2005) et de Jonathan Crush et Abel Chikanda (2015) sur l'Afrique du Sud.

Bibliographie

- AMILHAT-SZARY Anne Laure, GIRAUT Frédéric, 2011, *Borderities and the Politics of Contemporary Mobile Border*, Basingstoke, Palgrave MacMillan.
- BOUBAKRI Hassan, 2015, « Migration et asile en Tunisie depuis 2011 : vers de nouvelles figures migratoires ? »

Revue européenne des migrations internationales, vol. 31, n° 3, 17-39.

CRUSH Jonathan, CHIKANDA Abel, 2015, "South-South medical tourism and the quest for health in Southern Africa", *Social Science & Medicine*, n° 124, 313-320.

DIXNEUF Marc, 2003, « La santé publique comme observatoire des dynamiques de la mondialisation » in J. Laroche (dir.), *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Paris, PUF, 213-225.

FLEURET Sébastien, SECHET Raymonde, 2004, *Géographie sociale et dimension sociale de la santé*, Colloque ESO, [En ligne : <http://assos.univ-lemans.fr/LABO/eso/IMG/pdf/fs.pdf>].

HUYNEN Maud, MARTENS Pim, HILDERINK Henk B.M., 2005, "The health impacts of globalization: a conceptual framework", *Globalization and health*, vol. 1, n° 1.

LAUTIER Marc, 2005, *Les exportations de services de santé des pays en développement : le cas tunisien*. Agence française de développement, Notes et documents n° 25.

LAUTIER Marc, 2013, *Le développement des échanges internationaux de service de santé : perspectives des exportations en Afrique du Nord*, Banque Africaine de Développement, [En ligne : <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/international-development-of-health-services-north-africas-export-prospects-11649/>].

MENVIELLE Loïck, 2012, « Tourisme médical : quelle place pour les pays en développement ? » *Mondes en développement*, vol. 157, n° 1, 81-96.

ROULAND Betty, JARRAYA Mounir, FLEURET Sébastien, 2016, « Du tourisme médical à la mise en place d'un espace de soins transnational : l'exemple des patients libyens à Sfax (Tunisie) », *Revue francophone sur la santé et les territoires*, [En ligne : <http://rfst.hypotheses.org/rouland-betty-jarraya-mounir-fleuret-sebastien>].

SHELLER Mimi, URRY John, 2006, "The new mobilities paradigm", *Environment and planning A*, vol. 38, n° 2, 207-226.

Sexualités dites atypiques au Maghreb

La différence en question

Monia Lachheb



Sociologue, chercheuse
à l'IRMC.

monia.lachheb@gmail.com

Contexte

Les soulèvements sociaux de janvier 2011 ont donné plus de visibilité à la réalité homosexuelle au Maghreb. Les mobilisations politiques et sociales pour les droits et les libertés impulsent les revendications de la différence et l'affirmation d'une identité homosexuelle largement contestée. Néanmoins, les gays et les lesbiennes demeurent à la marge et occupent une position périphérique par rapport à l'environnement politique et socioculturel, considérant que leurs revendications sont en décalage avec les urgences économiques et les priorités sociales du moment (Khalid, 2015). Contrairement aux aspirations au changement, les minorités sexuelles expérimentent des degrés de plus en plus croissants de marginalisation, de discrimination et de rejet (Fortier, 2015). Leurs formes de sexualités, considérées comme un péché majeur et dites d'*Outsiders* (Becker, 1985), demeurent problématiques et génèrent des tractations multiples, souvent sévèrement condamnées.

À côté des discriminations basées sur une orientation sexuelle différente, les homosexuels sont aussi considérés comme une « population à risque » et une

« population clé » dans les programmes nationaux de lutte contre le VIH/sida. La spécificité des contextes fait que la prévalence du VIH chez les gays et les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes correspond à 9,1% en Tunisie, à 4,3% en Algérie et à 5,7% au Maroc (UNAIDS, 2017). Par ailleurs, à l'heure où l'on parle de la féminisation de l'infection par le VIH au Maghreb (Bouchaib, 2017), les lesbiennes demeurent particulièrement invisibles. À ce titre, les gays et les lesbiennes supportent le poids d'une discrimination multiforme (Francoeur, 2011) qui concerne aussi bien leurs sexualités dites marginales que leur atteinte par le VIH/sida.

par leurs orientations sexuelles, particulièrement celles qui se disent gays et lesbiennes. Ensuite, l'intérêt s'oriente vers les trajectoires de vie des personnes homosexuelles qui vivent avec le VIH/sida. Dans ce cadre, le vécu des femmes en tant que lesbiennes et en tant que personnes vivant avec le VIH sera mis en avant. Enfin, l'attention se focalise sur les militants et militantes engagé-e-s dans la lutte pour la défense des droits des minorités sexuelles (associations LGBT ; LBT) et vivant avec le VIH (ATL-MST Sida-Tunis ; ATP+). Le but est de rendre compte des formes de mobilisations et des résistances liées aux sexualités dites atypiques.



© Blog Farzyat/Inégalités.

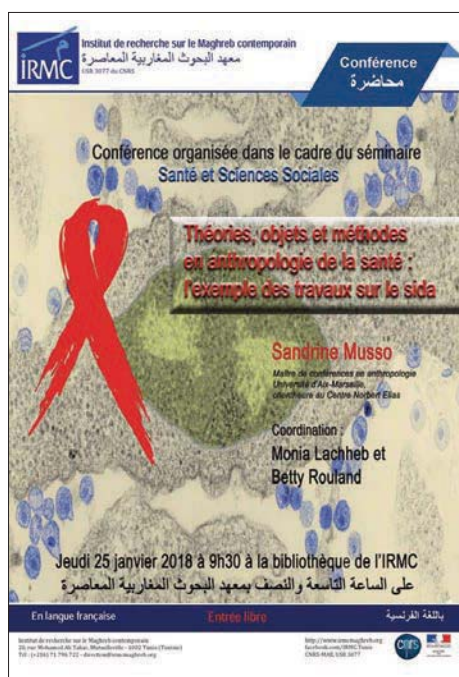
Le programme s'intéresse au rapport à l'autre au Maghreb et questionne plus largement la gestion sociale de l'altérité. Il se focalise sur plusieurs versants qui s'imbriquent pour une meilleure lecture du réel. D'abord, le programme s'interroge sur les parcours des personnes différentes

Il va sans dire que ces différents volets du programme célèbrent la singularité des expériences, la complexité et la diversité des parcours. Dans ce cadre, l'approche genre tente de rendre compte d'une forme de discrimination supplémentaire, latente et peu visible, à l'égard des femmes

lesbiennes en général et celles d'entre elles qui vivent avec le VIH en particulier.

Questionnements

La réflexion envisagée repose sur différents supports théoriques appréhendés comme des outils d'analyse et d'interprétation du réel. Ils seront mis à l'épreuve dans les différents contextes maghrébins pour assurer une lecture socio-anthropologique de la différence et observer les modes d'agir des acteurs. En effet, la question de la différence et du rapport à l'autre s'impose aujourd'hui au Maghreb comme levier des dynamiques politiques et sociales. Elle génère des dynamiques diverses et témoigne de l'émergence de nouvelles configurations.



Sexualités atypiques et VIH/sida

Mendès Leite (2000, 19) présente l'homosexualité comme une « altérité problématique » au sens où elle correspond à une forme de sexualité stigmatisée qui place le sujet en situation de discredit (Goffman, 1975). La stigmatisation de l'homosexualité émane de sa mise en perspective systématique avec la sexualité dite normale et légitime,

celle qui respecte la norme hétérosexuelle. L'hétérosexualité constitue, en effet, le modèle normatif socialement et naturellement accepté. Elle correspond à un mode d'organisation sociale qui crée un cadre d'exclusion pour toute forme de sexualité différente, mais aussi pour la hiérarchisation et la distinction entre les hommes et les femmes (Chetcuti, 2012). Ce faisant, les homosexuels/les font face à une forme de « présomption d'hétérosexualité naturelle » (Fassin, 2008, 221) qui suppose l'existence de deux sexes uniques, exclusifs et hétérosexuels. Ainsi, *La contrainte à l'hétérosexualité* (Rich, 1981) devient « nature » et place l'homosexualité au cœur du contrôle social en se référant à une norme qui trace les frontières entre le normal et le pathologique, le licite et l'illicite, l'interdit et l'autorisé, le déviant et le *straight*.

Les homosexuels/les, notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes, représentent une cible prioritaire des programmes de lutte contre le VIH. Dans les faits réels, et, au-delà de la gestion médicale de l'infection, les homosexuels, et, ceux d'entre eux qui vivent avec le VIH, subissent différentes formes de violences. Le processus de stigmatisation et le discours sur les sexualités transgressives, largement répandu au Maghreb, génèrent, en effet, des réactions d'intimidation et de discrimination, de rejet et d'exclusion, à l'égard des hommes qui se disent gays et en plus atteints du VIH (Hsairi et Ben Abdallah, 2007). En outre, qu'elle concerne l'homosexualité ou encore l'atteinte par le VIH, l'expérience des femmes au Maghreb reste dans l'ombre. Le processus de leur marginalisation semble encore marqué par les mécanismes à l'œuvre pour de plus en plus de déni et d'invisibilité de leurs réalités.

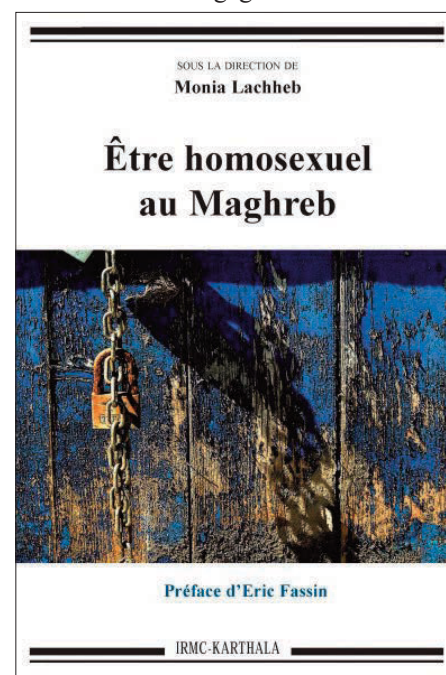
Quels sont les moments forts des parcours homosexuel/les et des personnes vivant avec le VIH/sida ? Comment se traduisent les formes de discriminations auxquelles ils/elles font face et les enjeux de leurs différences ? Quelles sont les stratégies adoptées pour gérer leurs identités stigmatisées ? Comment interprètent-ils/elles la politisation des discours sur les sexualités ? Quels sont les

enjeux de pouvoir et de domination qui marquent les parcours des femmes ? Les normes de genre creusent-elles les inégalités face à la santé ?

Résistance et mobilisation

Le militantisme LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels) prend de plus en plus d'ampleur au Maghreb. L'émergence des collectifs et des associations, qu'ils soient légalisés ou clandestins, rend compte d'une dynamique sociopolitique pour l'acceptation de la différence fondée sur l'orientation sexuelle (Lachheb, 2016). Concernant le VIH, une mobilisation contre la maladie et les discriminations qui lui sont liés semble se dessiner dans les pays du Sud (Eboko *et al.*, 2011). Au Maghreb, plusieurs associations centrées sur la prise en charge des personnes atteintes par le VIH/sida voient le jour et s'engagent dans la lutte contre le VIH. À côté de l'association de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, l'association tunisienne de prévention positive (ATP+), présidée par une femme, en est un exemple signifiant.

L'attention se focalise ainsi sur le militantisme des homosexuels/les et des personnes séropositives. Quelles sont les logiques d'investissement des acteurs et actrices dans l'engagement associatif ?



Programme de recherche

Quels sont les stratégies et les modes de construction des formes de mobilisation ? Quel est le projet politique sous-jacent au militantisme pour la reconnaissance des droits des personnes définies par leurs sexualités dites atypiques ? Pourquoi des femmes s'engagent à fonder des collectifs féminins et féministes comme *Chouf* centré sur les droits des femmes lesbiennes, bisexuelles et transsexuelles ou encore l'ATP+ qui s'intéresse particulièrement aux femmes séropositives ?

L'approche genre

Le genre désigne la construction sociale de la féminité et de la masculinité par référence à des codes socioculturels. A ce titre, le genre ne peut pas s'inscrire dans une logique universaliste, comme c'est le cas pour le sexe biologique. Il se construit conformément à des codes, des normes et des valeurs spécifiques au milieu d'appartenance.

À côté des lectures des modes de construction de la féminité et de la masculinité, le genre permet d'analyser les rapports de pouvoir qui gèrent et orientent les relations entre les hommes et les femmes. En ce sens, l'analyse genrée renseigne sur les mécanismes de hiérarchisation et d'institutionnalisation des inégalités sociales. Elle éclaire ainsi les formes de discriminations dissimulées, les violences de genre et les représentations qui les sous-tendent (Bérénie *et al.*, 2012).

S'agissant de la sexualité, elle constitue l'un des objets privilégiés des études de genre (Claire, 2012). En effet, la sexualité respecte les constructions genrées qui orientent les pratiques sexuelles vers l'hétérosexualité et produit ainsi des formes de sexualités légitimes et d'autres illégitimes. Par ailleurs, le VIH/sida constitue l'un des enjeux des recherches sur les sexualités du fait du lien entre sida et relations sexuelles (Broqua, 2003).

L'approche genre est ici retenue comme démarche d'analyse de la réalité des homosexuels/les et des personnes vivant avec le VIH. Le but est de mettre en évidence les différences éventuelles entre les hommes et les femmes, la

singularité des expériences et les formes de discriminations à l'égard des femmes lesbiennes et séropositives. L'analyse couplée, prenant en considération les deux entités sexuelles, permet de rendre compte de la dynamique du genre (Connel, 2014) et renseigne, par ailleurs, sur les formes de domination et les pouvoir d'agir mis en œuvre. Elle dépasse ainsi ce qui relève du spécifiquement féminin pour s'étendre à l'interprétation des processus sociaux qui appuient la discrimination à l'égard des femmes.



Références

- Becker Howard, 1985, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- Bouchaib Majdoul, 2015, « Les femmes et le sida au Maroc. De l'inégalité biologique à l'inégalité sociale », in D. Baudouin *et al.* (dir.), *Le Maroc au présent. D'une époque à l'autre, une société en mutation*, Rabat, Editions du Centre Jacques Berque, 385-391.
- Broqua Christophe, 2005, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Broqua Christophe, Lert France et Souteyrand Yves, 2003, *Homo-*

sexualités au temps du sida. Tensions sociales et identitaires, Paris, ANRS.

Chetcuti Natacha, 2012, « Hétéronormativité et hétéro-socialité », *Raison Présente*, 183, 69-77.

Clair Isabelle, 2012, *Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin.

Connel Raewyn, 2014, *Masculiniés. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris, Editions Amsterdam.

Eboko Fred, Bourdier Frédéric et Broqua Christophe, 2011, *Les Suds face au Sida. Quand la société civile se mobilise*, Paris, IRD Editions.

Fassin Eric, 2008, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Éditions Amsterdam.

Fortier Edwige, 2015, « Transition and Marginalization : Locating Spaces for Discursive Contestation in Post-Revolution Tunisia », *Mediterranean Politics*, vol. 20, n° 2, 142-160.

Francoeur Christine, 2011, « Les multiples visages du VIH-sida. Représentations, expériences et intervention », *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, 17 (2), 150-162.

Goffman Erwin, 1975, *Stigmates. Usages sociaux du handicap*, Paris, Minuit.

Hsairi Mohamed et Ben Abdallah Sénime, 2007, *Analyse de la situation de vulnérabilité vis à vis de l'infection par le VIH des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes*, ATL MST sida section Tunis /ONUSIDA Tunisie.

Khalid Maryam, 2015, « The Peripheries of Gender and Sexuality in the 'Arab Spring' », *Mediterranean Politics*, 20 : 2, 161-177.

Lachheb Monia (dir.), 2016, *Être homosexuel au Maghreb*, Paris, Karthala/IRMC.

Mendès-Leite, Rommel, 2000, *Le sens de l'altérité. Penser les (homo)sexualités*, Paris, L'Harmattan.

Rich Adrienne, 1981, « La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne », *Nouvelles Questions Féministes*, n° 1, 15-43.

UNAIDS DATA, 2017, http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/20170720_Data_book_2017_en.pdf

Désir de partir chez les jeunes Tunisiens. De la migration clandestine à l'engagement radical dans les filières djihadistes. Aspects subjectifs cliniques et mutations politiques

Wael Garnaoui



Doctorant au Centre de recherches psychanalyse médecine et société à l'Université Paris Diderot en cotutelle avec l'Université de Tunis, Lauréat AAP CNRS.

garnaoui-wael@live.fr

J'effectue ma recherche dans le cadre d'une thèse de doctorat en psychanalyse et psychopathologie à l'Université Paris Diderot en cotutelle avec la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis. Cette thèse est intitulée « Désir de partir chez les jeunes Tunisiens. De la migration clandestine à l'engagement radical dans les filières djihadistes. Aspects subjectifs cliniques et mutations politiques ».

Après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, le président du Centre national de la recherche scientifique en France, Alain Fuchs, avait appelé les scientifiques à faire des propositions pour offrir de nouvelles voies d'analyse et d'action.

Mon projet de recherche a été retenu dans ce cadre par l'AAP CNRS « Attentats-Recherche » et s'est vu accorder une bourse afin de réaliser une enquête de terrain en Tunisie. La liste des propositions retenues reflète une grande diversité. Parmi plus de 200 projets proposés, 66 projets ont été retenus.

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain à Tunis m'a accueilli et a géré mon dossier administratif. J'ai réalisé deux séjours de recherche en Tunisie, le premier entre juillet et décembre 2016 et le deuxième entre juillet et décembre 2017.

L'objectif de ma recherche est d'essayer de découvrir, dans leurs multiplicités et convergences, les différents facteurs psychologiques, politiques voire « pulsionnels » qui peuvent éclairer l'attrait croissant, ces dernières années, chez les jeunes Tunisiens, stimulés par deux « ailleurs » : d'une part, l'Europe et ses perspectives d'une vie et de conditions matérielles meilleures, et, d'autre part, le *djihad* et ses promesses d'un au-delà idéal. Si la promesse de la « *Haraga* »¹ permet au sujet de réaliser un fantasme de bonheur dans sa formulation occidentale, le *djihad*, quant à lui, propose au sujet un lieu où la réalisation du bonheur a tous les traits de la promesse religieuse du paradis.



© huffpostmaghreb.com

Selon le Conseil de sécurité des Nations Unies, environ 6 000 combattants se sont rendus en Syrie en provenance de la Tunisie² en octobre 2015. Plus de 20 000 migrants irréguliers sont arrivés en Europe en 2011 juste après la révolution, et environ 1 000 en 2016 selon le FTDES.

L'articulation entre les deux objets de recherche est constituée *a posteriori*. C'est dans la confrontation avec le terrain que l'analogie de la migration clandestine, et

que j'appelle la migration vers le *djihad*, s'est constituée. Pour avancer l'hypothèse d'une comparaison possible entre l'acte du départ vers l'Occident et celui vers le *djihad*, il a fallu rencontrer plusieurs candidats qui affirment, pour reprendre les mots d'un jeune Tunisien : « J'en ai marre ! Si je n'arrive pas à rejoindre l'Europe je m'engagerai au sein de *Daech* ».

L'objectif global de cette thèse est donc d'analyser les mutations politiques, idéologiques et économiques en cours, et leur incidence sur des comportements migratoires dont les motivations divergent totalement en apparence, leur seul point commun étant un puissant désir de quitter le sol de la patrie. Il s'agit ainsi d'articuler les apports de la psychologie, dans son

versant politique, à la psychanalyse de la vie groupale et subjective. L'ailleurs permet de mieux éclairer les plus profondes dynamiques du psychisme humain, de l'inconscient, du statut de l'identité subjective/collective et de l'altérité. Le sujet migrant semble être le représentant et le porteur du refoulé de son groupe d'origine, mais également l'objet de projections de l'espace d'accueil.

Programme de recherche

Je réalise ce travail à partir des entretiens de recherche semi-directifs avec quatre populations différenciées dans l'espace et le temps : les migrants clandestins tunisiens ; les immigrés expulsés du territoire européen ; les candidats au *djihad* ; les revenants des différentes filières djihadistes.

engagés dans des actes terroristes, et d'identifier les dispositifs institutionnels qui poussent des jeunes à quitter leurs pays et passer à l'acte.

Les entretiens réalisés permettent de mesurer les frustrations et les causes qui se dégagent des trajectoires et des ruptures biographiques des candidats de deux

les histoires personnelles ne peuvent être expliquées sans un retour personnalisé sur chaque vignette clinique. Malgré cette diversité, on peut relever des revendications objectives partagées par les clandestins ou les djihadistes qui composent notre terrain : la dénonciation de l'injustice, l'humiliation exercée par les institutions d'État et la



© BULENT KILIC / AFP.

Le terrain mené en Tunisie croise un deuxième terrain réalisé en Europe sur le parcours des migrants en passage dans le camp des réfugiés à Calais et dans les grandes agglomérations européennes. La combinaison des deux terrains s'explique par notre hypothèse : dans les volontés affichées des départs de jeunes issus des sociétés postrévolutionnaires vivant des situations difficiles, il y a des similitudes entre les logiques de la migration clandestine vers l'Europe et celles de la migration vers le *djihad*, les deux sont conditionnées par une crise et un mal-être au sein de ces sociétés qui se reflètent dans la subjectivité des candidats.

Pendant les 2 séjours, effectués dans différentes régions de la Tunisie, j'ai réalisé plusieurs entretiens avec des candidats au *djihad* et des revenants de différentes filières djihadistes et leurs familles. Cette enquête qualitative a pour but de cerner les logiques en jeu dans des espaces particuliers – où vivent ces populations –, qui ont vu l'émergence de nouvelles subjectivités et d'acteurs

destinations (*djihad* et Europe). Plusieurs djihadistes rencontrés ont tenté de franchir les frontières européennes, et c'est bien après l'échec de leurs tentatives qu'ils se sont détournés vers le *djihad*. D'autres, après une expérience djihadiste suivie d'une forte répression à leur retour en Tunisie projettent de partir vers l'Europe. Les départs (que cela soit vers l'Europe ou vers le *djihad*) présentent des hauts risques : les candidats risquent leurs vies afin de réaliser ce passage vers cet autre rêvé nourri par un imaginaire collectif constitué dans les sociétés d'origine et les sociétés d'accueil (le paradis occidental et le paradis céleste).

Ce changement de direction de l'« Eldorado matériel européen » vers un « Eldorado céleste » aspirant à croiser le salut (l'État islamique) nous paraît pouvoir être étudié en nous appuyant sur des concepts freudiens, celui de « défense » en particulier : l'impossibilité de satisfaire la pulsion se renverse en haine de la pulsion.

Il faut dire que les cas rencontrés présentent une diversité de subjectivités :

police, la déception par rapport aux attentes révolutionnaires, le sentiment chez les djihadistes d'une exploitation étrangère par des forces internationales, le sentiment d'une double étrangeté (d'un côté une société qui se présente comme musulmane et qui réprime leurs façons d'être religieuses, de l'autre une société qui se présente comme libérale et où règnent les injustices et la corruption systémique du régime politique) enfin, le sentiment de vivre dans une prison interdisant la liberté de circulation et de voyage. S'échapper d'un quotidien routinier et s'accomplir individuellement, sont aussi des ressorts qui déplacent le projet migratoire des clandestins tunisiens. Toutes ces réflexions sont des pistes de recherche que j'examine, au fur et à mesure, à travers l'exploration de mes entretiens.

¹ Immigration clandestine.

² United Nations Security Council, Implementation of Security Council Resolution 2178 (2014) by States 11 Affected by Foreign Terrorist Fighters: Second Report. S/2015/683, September 2, 2015.

Historicisation et perspectives patrimoniales d'un héritage architectural et urbain de la période coloniale française (1837-1962) à Constantine

Maïssa Acheuk-Youcef



Doctorante en
Architectur/Géographie-
Aménagement en
cotutelle, Université de
Constantine 3/
Université de Lyon 3,
UMR 5600.

aymaïssa@hotmail.com

Contexte de la recherche

Constantine a été un véritable terrain d'expérimentation¹ en termes d'architecture et d'urbanisme pendant la période coloniale française. Celui-ci a légué à la ville un important héritage architectural d'une grande richesse stylistique. La pluralité de la production architecturale et urbaine de cet héritage demeure méconnue, en dépit de sa dominance dans le paysage urbain constantinois.

D'une part, la construction d'une connaissance sur cet héritage permet d'apporter de nouveaux éclairages à l'histoire de la ville, qui pourront enrichir l'enseignement de cette phase en histoire de l'architecture, aujourd'hui encore peu maîtrisée et trop schématisée. D'autre part, l'étude du cas de Constantine, dans son contexte historique et sa réalité matérielle singulière, selon une nouvelle approche que nous développons ci-après, peut être un apport aux recherches en cours sur les différents modèles de villes et d'architectures de la période coloniale française au Maghreb en général, et en Algérie en particulier.

Il apparaît important de connaître les valeurs historique, architecturale, technique et esthétique afin de donner une plus-value à l'héritage architectural et

urbain de cette période. Ceci orientera le regard du maître d'ouvrage (public ou privé), du maître d'œuvre ou du propriétaire, pour décider en particulier du devenir de cet héritage – conservation, réhabilitation, disparition – et pour une meilleure prise en charge de ces architectures dans le processus de changement du regard sur ce qui constitue la ville ancienne de Constantine. La connaissance de cet héritage permettra également de guider le travail de conservation du patrimoine dans le but de le valoriser ; ce qui est un enjeu important dans le contexte actuel où la ville connaît une phase de réhabilitation de son bâti ancien et de son parc immobilier colonial

généralement limitées à un ravalement de façade assez simplificateur. On part ici de l'hypothèse – à vrai dire fondatrice de l'intervention patrimoniale dans les villes anciennes – que les valeurs (historiques, architecturales, esthétiques, techniques...) des bâtiments sont à étudier pour conduire des actions de réhabilitation plus nuancées et respectueuses, à même de conserver le capital culturel constitué par cet héritage.

Ce travail est plus que jamais nécessaire dans le contexte actuel de mise en place d'un processus de patrimonialisation : de grandes opérations de rénovation et de réhabilitation ont été lancées dans le centre des grandes villes comme Alger ou Oran.

Le paysage urbain constantinois avec son vieux « Rocher » et extensions urbaines de ce dernier



© Maïssa Acheuk-Youcef.

datant des XIX^e et XX^e siècles. Cette méconnaissance pose en effet beaucoup de problèmes concrets lors des opérations de réhabilitation des bâtiments, notamment quant au processus de transformation de certains bâtiments, qui en ont modifié la substance au fil du temps. Les évaluations des interventions et des projets de réhabilitation entrepris en témoignent. Ces opérations sont souvent menées dans l'incompréhension de l'objet sur lequel elles portent, en ne prenant pas en considération la genèse historique ainsi que les caractéristiques du bâti. Elles sont

En effet, un patrimoine n'est considéré comme tel que s'il est le fruit d'une construction sociale. D'où l'intérêt de se poser la question : qui porte la reconnaissance d'un héritage comme patrimoine ? L'intérêt de reconnaissance en tant que tel et de la valorisation patrimoniale naissent notamment lorsque les valeurs sont connues. L'expertise scientifique peut être un facteur déterminant dans la mise en valeur. Ainsi, la production de la connaissance s'avère nécessaire et préalable à la reconnaissance et à la mise en valeur de cet héritage

Axes de recherches

constantinois. Par conséquent, il apparaît important d'étudier ses logiques de production qui justifieront sa logique de protection.

Cette étude d'une ville comme Constantine s'inscrit au croisement de

une « historicisation de l'espace construit ² », ce qui implique l'identification et la datation des objets de cet espace, dont le processus de production, fait lui-même de *sous-processus ayant chacun sa logique, et (étant) en interaction* ³.

Le « Rocher », cœur historique de Constantine avec son tissu urbain et ses architectures



© Maïssa Acheuk-Youcef.

plusieurs champs disciplinaires : à savoir l'architecture, l'urbanisme, l'histoire de l'art et la géographie-aménagement, mobilisant ainsi des approches comme l'histoire urbaine et de l'architecture, les sciences du patrimoine, l'étude de la morphologie urbaine et des outils comme la cartographie par la construction d'un Système d'Information Géographique (SIG). Le croisement de ces approches sous cet angle-là, n'a pas encore constitué un champ de recherche accompli dans l'étude des villes algériennes aux XIX^e et XX^e siècles.

De ce terrain d'étude brièvement décrit émanent plusieurs questionnements

Quel est l'héritage architectural et urbain de l'époque coloniale française à Constantine ?

Afin d'identifier et de connaître cet héritage, le travail de recherche est basé sur

Ainsi pour connaître l'architecture produite, il s'agit alors d'appréhender auparavant l'espace urbain de Constantine dans son évolution historique, sociale et spatiale.

L'étude porte sur l'espace urbain constantinois avec le Rocher, cœur historique de la ville, et ses premières extensions urbaines datant de la période coloniale française à savoir : les faubourgs de Saint-Jean, Saint-Antoine, El Kantara, Sidi Mabrouk et le Coudiat-Aty.

Quel est le processus de production architecturale et urbaine de cette époque et quels en sont les acteurs ?

Considérant que chaque nouvelle production dans l'espace urbain nécessite la mobilisation et l'interaction de plusieurs acteurs ⁴, il apparaît nécessaire de mettre en évidence la complexité de ces jeux d'acteurs. Ainsi, d'autres questions de recherche en découlent :

Quels sont les registres architecturaux de cet héritage ?

- Quels sont les types et les formes d'architectures – notamment pour l'habitat – produites à Constantine pendant cette période ?

- Quelles ont été les inspirations et les contributions locales pour la production architecturale ? Notamment l'expression de la population locale – qu'elle soit autochtone ou coloniale – dans l'architecture.

- Qui sont les architectes/concepteurs dont les créations ont marqué l'espace urbain constantinois ?

- L'Algérie ayant été un terrain d'expérimentation, est-ce que certaines architectures n'ont pas été exportées à Constantine par des avant-gardistes avant leur apparition en métropole ?

La réponse à ces questions permettra notamment de connaître la contribution de l'expérience constantinoise à la circulation des modèles architecturaux.

Pour répondre à nos questions

Notre méthode de recherche consiste à partir de la réalité matérielle du terrain d'étude que nous considérons comme la première source historique vivante à interroger. Cela est ensuite confronté et croisé avec l'analyse des sources historiques graphiques et écrites collectées à partir d'un important travail de dépouillement mené dans différentes sources d'archives en Algérie (Constantine, Alger) et en France (Paris, Vincennes, Aix-en-Provence). Ceci représente plus de 300 dossiers consultés, soit près de 4000 documents graphiques et écrits mobilisés et émanant principalement des :

- Archives Municipales de Constantine ;
- Archives de la direction du Cadastre de Constantine ;
- Archives de la Wilaya (Préfecture) de Constantine ;
- Archives Nationales d'Algérie, Alger ;
- Archives du Service Historique de la Défense, Vincennes ;
- Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM), Aix-en-Provence ;
- Fonds de l'Institut Français d'Architecture, Paris ;

- Fonds de l'IGN, Saint-Mandé. habitat et équipements –) que nous identifions et que nous analysons. Pour approcher la fabrication de l'espace urbain constantinois, nous considérons que chaque objet dans la ville Nous étudions ces jeux d'acteurs complexes pour certaines opérations dans

ministères, Assemblée nationale...etc. à Paris), avec les autorités et les acteurs clés correspondants à chaque régime politique (selon les périodes).

Pour ce qui est de l'échelle des quartiers et lotissements, pour étudier le processus de leur fabrication et avant d'aborder leur évolution, nous revenons à leur genèse d'abord à travers la question de l'acquisition et la répartition du foncier pour les colons européens. Par la suite, les autres échelles de la rue et du bâti, sont traitées.

Contraste dans le paysage urbain entre l'héritage de la période coloniale française (extensions de la ville) et l'héritage architectural des époques antérieures (Rocher)



© Maïssa Acheuk-Youcef.

Un aperçu sur la mosaïque d'architectures identifiées dans le paysage urbain constantinois



© Maïssa Acheuk-Youcef.

est issu d'un processus matériel et social basé sur des jeux d'acteurs : publics (militaire et civil) et privés (architectes, entreprises, société civile...etc.). Ainsi, nous décomposons la réalité matérielle de l'espace urbain en plusieurs objets à étudier, emboîtés à différentes échelles (quartiers, lotissements, rues, bâtiments –

la ville à travers une approche systémique. Ainsi, nous analysons le processus de décision pendant cette période, à différentes échelles du pouvoir : le niveau local (la Mairie et la Préfecture de Constantine), le niveau central (le Gouvernement général à Alger) et enfin, le niveau de la métropole (différents

Les objectifs et les apports scientifiques de ce travail de recherche sont de plusieurs ordres

La visée de cette recherche est de mieux connaître l'architecture et l'urbanisme de l'époque coloniale française à Constantine entre 1837 et 1962. À partir de là, on peut déterminer quelques pistes permettant de mieux envisager l'inscription de cet héritage dans le développement urbain. Il s'agit de :

- Connaître le processus de production architectural et urbain de cette époque et d'identifier les maîtres d'ouvrage et les architectes qui ont marqué l'espace urbain constantinois.

L'emboîtement des échelles de production de l'espace à travers la mobilisation des documents graphiques et écrits correspondant à ces échelles permettra de rendre compte de manière systématique et rigoureuse de l'évolution de la ville et ainsi d'historiciser l'espace urbain à ses différentes échelles.

- Mettre en exergue la richesse et la diversité architecturale du patrimoine bâti. Plusieurs registres, styles et typologies architecturales sont juxtaposés et articulés dans la même ville, dans un même quartier ou parfois dans une même rue, créant une mosaïque à ces différentes échelles.

Ainsi on rencontre des bâtiments marqués par des influences occidentales d'une tendance apparue en Europe au XIX^e et au début du XX^e siècle, comme des bâtiments marqués par des influences locales ou bien un mélange des deux, avec des bâtiments stylistiquement « hybrides ». Nous étudions certaines architectures qui sont apparues dans une période donnée et ont été appliquées en

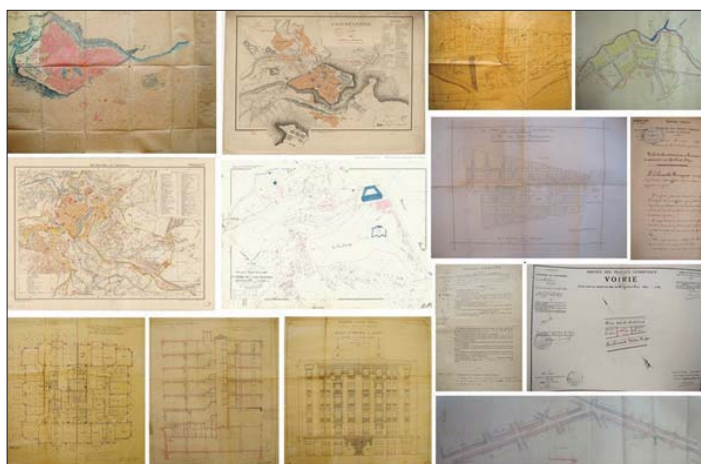
Axes de recherches

Exemples d'architectures identifiées situées en dehors de l'actuel secteur sauvegardé et qui sont susceptibles de faire l'objet de mesures de protection dont certaines sont exposées à la destruction



© Maïssa Acheuk-Youcef.

Un échantillon du type de documents historiques archivistiques correspondant aux objets d'étude à différentes échelles, collectés et mobilisés pour cette recherche



© Archives Municipales de Constantine ; Archives du Cadastre de Constantine ; Archives du Service Historique de la Défense, Vincennes ; Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM), Aix-en-Provence ; Fonds de l'Institut Français d'Architecture, Paris ; Fonds de l'IGN, Saint-Mandé.

Algérie. D'autres styles singuliers, sont caractérisés par une empreinte locale, il s'agira de faire ressortir l'influence locale dans la production architecturale.

- Identifier les objets datant de cette période, ayant un potentiel culturel et économique, y compris ceux situés en dehors de l'actuel secteur sauvegardé et qui sont susceptibles de faire l'objet de mesures de protection. Ceci sera réalisé entre autres, dans une perspective de développement de l'attractivité de la ville.

- Constituer une base de données numérique et géo-référencée, à l'échelle de la ville : historicisation de l'espace

urbain et du bâti avec un Système d'Informations Géographique (SIG). Ce système aura vocation à évoluer vers un instrument d'aide à la décision, de conservation et de valorisation de cet héritage urbain et architectural, basé sur ces nouvelles connaissances.

Ce travail permettra également à partir du dépouillement des sources dispersées, d'accès parfois difficile (Fonds des Archives Municipales de Constantine, Archives Nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, Archives du Service Historique de la Défense à Vincennes, Archives de l'Institut Français d'Architecture à Paris...etc), de les

rassembler et de les intégrer. Il faut bien sûr d'abord repérer et identifier les données historiques encore inexploitées, et les répertorier. Cela sera d'autant plus utile aux études d'histoire urbaine et architecturale pendant la période coloniale française à Constantine, en facilitant leur croisement selon une approche systémique, avec ce que cela implique comme nouveaux objets et aspects à étudier.

En plus de l'apport historiographique à l'échelle de Constantine et la dimension d'expertise patrimoniale de ce travail de recherche, la connaissance du cas spécifique constantinois permettra de constituer un apport entre autres sur la question de la circulation des modèles architecturaux aux XIX^e et XX^e siècles à l'échelle du Maghreb et de la Méditerranée.

En effet, les travaux qui ont été développés en histoire urbaine et architecturale de la partie nord de l'Afrique ont été menés principalement sur des grandes villes et capitales comme Alger, Tunis, Casablanca, le Caire...etc, mais peu ou presque pas sur des métropoles régionales comme dans le cas de Constantine, qui comporte des spécificités sur plusieurs aspects, comme la recherche en cours le fait apparaître.

L'apport de cette recherche permet également de capitaliser les données cartographiques collectées, pour constituer un SIG historique qui n'existe pas encore au niveau de la ville de Constantine. Cette capitalisation des données pourra être une manière de contribuer notamment à préserver le patrimoine de Constantine et en particulier les archives de cette période, qui sont exposés à la dégradation et donc à la menace de destruction.

¹ Cette notion de laboratoire d'expérimentation a déjà été largement discutée, illustrée et démontrée par différents chercheurs dans plusieurs travaux de recherche sur l'Algérie et les pays du Maghreb notamment: De Tarde (1937, 27) ; Guillerme (1992) ; Culot (1992) ; (1996, 8) ; Nouschi (1996, 139) ; Pinon (1996, 49) ; Cohen et Eleb (1998) ; Vacher (1997) ; Volait et Minnaert (2003, 379-380) ; Garret (2005, 37) ; Hakimi (2005, 64 ; 81), etc.

² Gauthiez Bernard, 2014, « Le temps dans l'espace des villes, ou l'espace des villes comme accumulation des produits matériels de phénomènes sociaux », *Géocarrefour*, vol. 89/4, 283-296.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

Comment appréhender la problématique des entreprises chinoises de BTP en Algérie ?

Hicham Rouibah



Doctorant en socio-économie à l'Université Paris-Diderot, programme Arts de l'IRD, membre du laboratoire DYNURES de l'Université Oran.

rouibah_hicham@hotmail.fr

Finalités de la recherche et retombées scientifiques

Depuis plus d'une décennie l'implantation des entreprises chinoises en Algérie fait l'objet de discussions à la fois médiatiques et scientifiques. En effet, hormis les commerçants, on recense 90 000 Chinois travaillant avec les 300 filiales chinoises qui opèrent en Algérie, en l'occurrence dans le secteur du BTP (Bureau of statistics of China, 2015). Des chiffres qui se verront sans doute à la baisse à cause de la crise financière qui traverse l'Algérie suite à la chute des prix de pétrole.

De ce fait, l'objectif de mon projet de recherche est de tenter de décrire et d'analyser les implications des investissements chinois en Algérie, en appréhendant ce phénomène par son aspect le plus central. Il s'agit d'« ouvrir la boîte noire » selon une expression empruntée à l'économie de l'entreprise, en s'intéressant à l'ensemble des rapports sociaux qui se tissent autour de l'implantation de telles entreprises : leur mode de fonctionnement, l'organisation et les rapports de travail (impliquant dirigeants, salariés chinois et algériens, mais aussi d'autres institutions comme je le détaillerai plus loin), leurs relations avec leur environnement institutionnel et socio-politique. Une telle approche demeure

encore inédite en Algérie en dehors des quelques travaux que j'ai réalisés antérieurement dans le cadre de mon cursus d'études.

L'intérêt d'une telle recherche consiste donc à enrichir la connaissance scientifique sur un phénomène marquant, significatif des processus de globalisation, mais encore peu exploré. Ce programme de recherche est susceptible de contribuer à la compréhension des problèmes des entreprises algériennes (publiques et privées) dans les travaux publics en particulier, ainsi que des ambivalences des orientations en matière de politique économique. Au-delà de sa dimension propre, cet objet de recherche se présente comme un analyseur des mutations de la société algérienne, au moins sous deux aspects : d'une part, parce qu'il éclairera d'une certaine manière les mutations du marché du travail, qui constituent en Algérie une préoccupation centrale mais demeurent mal connues en dehors de l'analyse des données produites par l'Office national des statistiques ; d'autre part parce qu'il mettra également en lumière les pratiques et les représentations de l'altérité qui s'articulent aux rapports de production et de travail. Les résultats scientifiques attendus sont donc *in fine* une

contribution à la réflexion critique et analytique des politiques de développement en Algérie et des évolutions de la société algérienne.

Terrain d'enquête, problématique et premiers résultats

C'est sur un tronçon du projet autoroutier, plus précisément le chantier de la pénétrante qui reliera le port de Bejaia à l'axe principal de l'autoroute Est-Ouest à Bouira, que porte particulièrement mon projet de recherche. Le choix de ce site d'investigation pour construire l'objet de ma recherche s'explique par différentes raisons. Par son utilité en matière de transport routier, l'autoroute Est-Ouest est de loin la plus importante réalisation d'infrastructure publique en Algérie. Son ampleur et sa complexité en font un objet d'étude passionnant et heuristique. Il apparaît exemplaire des modalités d'implantation des entreprises chinoises en Algérie : le fonctionnement du chantier présente, de manière amplifiée, un ensemble de caractéristiques déjà observées à plus petite échelle sur des entreprises chinoises en Algérie (Rouibah, 2011 ; 2013).



© Hicham Rouibah.

Axes de recherches

J'ai amorcé une enquête de terrain à caractère exploratoire sur ce chantier en avril-mai 2015 dans le cadre de la préparation du master 2 recherche « Étude comparative du développement » à l'EHESS. Cette première enquête m'a conduit à explorer des pistes de problématisation qui constituent la base du présent projet de recherche. En outre, l'autorisation de poursuivre un travail d'enquête en profondeur et de longue durée, essentiel à la réalisation de ma thèse, m'a déjà été accordée. La phase d'enquête de terrain a été mise en œuvre depuis août 2017, et la bourse IRMC-SCAC a été précieuse pour couvrir les dépenses relatives aux déplacements entre les différents champs d'enquête.

La réalisation du chantier autoroutier a été confiée à un consortium formé de l'entreprise chinoise CRCC (*China Railway Construction Corporation*) à laquelle les autorités algériennes ont associé la Société Algérienne des Ponts et Travaux d'Art (SAPTA). La CRCC est la société qui, depuis 2005, a construit les deux-tiers (528 km) de l'autoroute Est-Ouest qui s'étend de la frontière marocaine à celle de la Tunisie, et qui est également chargée de la réalisation de la plupart des pénétrantes qui relient les principales villes algériennes à cet axe.

Pour la réalisation du tronçon Bejaïa-Bouira, la CRCC a installé des bases de vie sur trois zones entre Bejaïa et Bouira (Ibourassen, Amizour, Ahnif). Elles permettent à la CRCC de loger son personnel chinois et d'entreposer les engins et les matériaux de construction sur les chantiers de la pénétrante. Ces chantiers emploient, en 2014, environ 1500 salariés, toutes catégories confondues : 380 Chinois et 1200 Algériens.

L'organisation de l'entreprise et de ses chantiers est complexe. Elle implique bien sûr le travail, dans un cadre hiérarchique et fonctionnel qui est ici traversé par une division ethnicisée des tâches, des fonctions, des statuts et des conditions de vie et de travail. Elle engage également d'autres acteurs, extérieurs à l'entreprise proprement dite, mais qui ont un rôle crucial dans l'organisation du chantier et côtoient quotidiennement les dirigeants, techniciens et ouvriers : d'une part

l'agence étatique chargée du suivi administratif du chantier et d'autre part le bureau d'étude qui a réalisé les plans du projet et qui est missionné pour le contrôle de la conformité des travaux. L'entreprise doit également gérer un troisième volet des relations qui lui sont extérieures mais influencent son mode de fonctionnement et d'organisation : les rapports conflictuels que la mise en œuvre des chantiers, des bases de vie et des sources d'approvisionnement en matière premières génèrent avec les populations locales.

Des premières observations réalisées dans le cadre des mes enquêtes de terrain (2015 ; 2017) se dégagent trois grandes pistes de recherche et d'interrogations.

Les rapports au travail et l'organisation interne de l'entreprise chinoise

Ce premier volet est le plus important. Il consiste à appréhender l'entreprise dans sa dimension centrale de l'organisation du travail et des relations de travail, en s'intéressant à l'ensemble des strates hiérarchiques d'acteurs.

On observe sur le chantier, des centaines d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres administratifs chinois qui travaillent 10 à 12h par jour sans relâche. Car les chantiers de la pénétrante opèrent 24h/24h avec une organisation de travail et une division des tâches remarquables. C'est d'ailleurs ce qui caractérise la dynamique du travail de la plupart des entreprises chinoises de BTP.

La CRCC n'a recours à la main-d'œuvre algérienne que pour compléter le personnel administratif et les nombreux postes subalternes (ouvriers, agents de maîtrise, chauffeurs, gardiens). Ces salariés – sous contrat avec la CRCC – travaillent 8h/jour en trois équipes et sont placés sous les ordres des ingénieurs et des cadres chinois. Cette position subalterne engendre une situation conflictuelle : les salariés algériens se sentent dévalorisés par le sentiment de supériorité affiché par les employés chinois, reçoivent un salaire moindre, ne disposent pas d'équipements de sécurité et leur exclusion de la base de vie implique de longs trajets quotidiens entre leur domicile et le chantier. De plus, les dirigeants chinois obligent parfois les ouvriers algériens à travailler au-delà des horaires fixés par la législation algérienne. Les conflits sont nombreux et se manifestent parfois par des grèves ou des arrêts de travail.

À l'inverse, les dirigeants, ingénieurs, techniciens et ouvriers qualifiés chinois en situation d'expatriation sont placés dans le cadre d'une institution « totale » qui les encadre étroitement puisque l'entreprise est à la fois leur communauté de travail et leur communauté de vie : les techniciens et ouvriers subalternes n'ont généralement pas le droit de sortir des bases de vie en dehors du temps consacré au travail ; ils ont, presque, interdiction de côtoyer la société algérienne en dehors des relations de travail. Dans cet univers clos, les conditions de travail et de vie sont rudes, mais les salariés chinois disposent néanmoins d'une rémunération



© Hicham Rouibah.

relativement plus élevée (versée directement en Chine), de meilleurs équipements de sécurité, et d'une position dominante et/ou plus valorisée dans le cadre du travail. Si les rapports hiérarchiques sont très marqués, les conflits ne se manifestent pas de façon apparente.

L'ensemble de ces situations particulières nous incite dans un premier temps à observer de manière approfondie comment se forment les relations de travail quotidiennes, de collaboration, d'encadrement, de communication, et comment se configurent les rapports entre les strates hiérarchiques, les rapports entre ces deux groupes de salariés (algériens et chinois), et au sein de chacun d'eux. Comment les acteurs de cet ensemble complexe de salariés vivent-ils leur situation de travail ? Comment se la représentent-ils ? Comment élaborent-ils leurs relations ? On ne peut répondre à ces questions sans simultanément s'intéresser aux trajectoires professionnelles et biographiques, mais aussi à leur univers familial. En ce qui concerne particulièrement les salariés expatriés chinois, comment sont-ils mobilisés et encadrés sur le terrain ? Comment sont-ils recrutés et quelles sont leurs principales motivations pour s'expatrier ? Comment vivent-ils en Algérie et sous quelles conditions ? Quels sont les dispositifs de vie au sein de leurs bases de vie ? Quelle est leur vie sociale dans les bases de vie après le travail ? Quelles relations entretiennent-ils avec leur famille en Chine, et quels sont leurs aspirations ?

Gestion des relations de partenariat et des approvisionnements des chantiers

Le second volet, relatif à la complexité du fonctionnement du chantier, peut s'insérer dans un cadre d'économie politique qui implique un ensemble d'acteurs extérieurs à l'entreprise proprement dite. Il se caractérise notamment par une relation triangulaire entre : (1) l'Agence Nationale Autoroutière (ANA) dépendant du ministère des Travaux publics dont la mission est de coordonner la gestion administrative du projet et suivre son

avancement vis-à-vis des délais négociés ; (2) un bureau d'étude étranger (sud-coréen/italien) qui a réalisé les études architecturales et les plans du projet et qui est chargé en lien avec l'ANA du contrôle de la conformité et de la qualité des travaux ; (3) le groupe chinois CRCC, associé dans un consortium avec le groupe algérien SAPTA, s'occupe de la réalisation technique du projet depuis les plans du bureau d'études jusqu'à la finalisation des travaux. Remarquons au passage que le groupe algérien SAPTA est une entreprise en difficulté financière et technique ne disposant plus de son propre marché. L'association avec le groupe chinois CRCC avait comme objectifs, d'une part, de relancer et de redynamiser l'activité de la SAPTA et, de l'autre, de permettre à la CRCC de bénéficier de son entregent dans les démarches administratives.

Les rapports entre ces trois ensembles d'acteurs sont conflictuels et d'autant plus tendus que la réalisation (par la CRCC) de l'axe central de l'autoroute Est-Ouest a donné lieu à un procès pour corruption amplement médiatisé en 2015 et qu'un scandale public a éclaté à propos des malfaçons, si nombreuses que des travaux de réparation ont dû être engagés sur l'ensemble du trajet autoroutier alors qu'il venait à peine d'être achevé. Dans ce contexte, l'ANA et le bureau d'étude, chargés du contrôle et du suivi de l'état d'avancement du chantier sont d'autant plus enclins à critiquer la qualité des

travaux mais surtout à dénoncer vivement le retard accusé dans la livraison du projet. Un retard que les responsables chinois expliquent, entre autre, par le manque de matières premières (ciments, gravats, ferrailles). En effet, depuis les années 1990, ces matières premières sont en état récurrent de pénurie en Algérie, du fait d'un déséquilibre du marché : une forte demande par les constructeurs (publics et privés) face à une très faible capacité de production et d'extraction de ces matières.

Ce second volet incite donc à s'intéresser aux rapports entre les trois organismes qui gèrent le projet autoroutier, en considérant les ingénieurs et agents de l'ANA et du bureau d'étude comme des acteurs du chantier, au même titre que l'ensemble des salariés évoqués dans le premier volet. Il s'agit, comme pour les salariés chinois et algériens de la CRCC, de comprendre et de prendre en compte leur point de vue et leur logique propre, leur situation de travail et leur trajectoire professionnelle et biographique. Il s'agit également de comprendre comment les dirigeants de CRCC gèrent la relation avec les deux organismes, dont l'un représente directement les autorités algériennes, et l'autre est mandaté par elles.

Un second aspect de ce deuxième volet a trait au caractère crucial de l'approvisionnement en matières premières. Là encore, il est nécessaire de s'intéresser aux relations qui s'établissent entre les dirigeants de la CRCC et les fournisseurs



© Hicham Rouibah.

d'une part, mais aussi les formes de pression sur les autorités publiques, par l'intermédiaire de l'ANA, ou de la SAPTA, le partenaire de la CRCC dans le consortium dont l'une des fonctions principales est probablement cette intermédiation.

L'entreprise chinoise et l'environnement social algérien

Comme souligné ci-dessus, l'arrivée de toute entreprise chinoise de BTP en Algérie se traduit inévitablement par l'implantation de bases de vie et de chantiers qui s'étalent sur des dizaines de kilomètres, sur des terrains très souvent privés. C'est le cas de la pénétrante autoroutière entreprise par la CRCC qui a provoqué des contestations concernant l'acquisition de terrains. Des conflits avec le voisinage s'érigent à propos de l'expropriation des terrains.

Les contestations diffèrent selon l'utilité des biens endommagés : certains sont contraints de quitter leur maison, d'autres cèdent des terres agricoles, et d'autres encore des terrains vierges, pour laisser place aux chantiers ou aux bases de vie chinoises et parfois aussi pour des sites d'extraction et d'exploitation de ressources naturelles de construction (gravats et autres matières premières). Les expropriations – indemnisées selon les barèmes fixés par les autorités algériennes – sont souvent rejetées d'une manière catégorique par les propriétaires algériens. La situation alimente alors une hostilité envers les Chinois mais aussi envers les autorités algériennes. Accusées de négliger les problèmes de la vie quotidienne des villageois (manque de transport public, accès au service de gaz de ville etc.) celles-ci sont alors accusées de les forcer à céder leurs terrains à des étrangers qui deviennent, pour une bonne période, « voisins » soit par leurs chantiers ou leurs bases de vie. Les villageois mènent alors des actions pour protester contre ce qu'ils qualifient de « confiscations » (Rouibah, 2011 ; 2015), en tentant, par exemple, de bloquer les travaux, perturbant ainsi le déroulement du chantier ; en d'autres occasions, les populations locales revendiquent une priorité dans le recrutement sur les chantiers. L'entreprise doit alors intervenir

pour gérer ces conflits, qui se répercutent sur ses relations avec l'ANA et le bureau d'étude chargés du suivi, puisque le calendrier des travaux et le respect des délais sont des aspects cruciaux du cahier des charges.

Ce dernier volet de la recherche se présente comme une extension de l'enquête sur le fonctionnement du chantier et les rapports entre la CRCC et son environnement social. Il est heuristique dans la mesure où il constitue une part de la réalité des rapports sociaux que l'entreprise doit gérer et fait donc partie du fonctionnement réel de la production, et parce qu'il apparaît en outre comme un révélateur à la fois du rapport entre la population et les autorités, et des processus de construction de l'étranger. Il serait donc judicieux de comprendre ces rapports conflictuels, en nous intéressant au discours, revendications et actions des expropriés, et à la manière dont les conflits sont réglés. En parallèle, par le même biais, il s'agit de saisir les dimensions sociales de la mobilisation des expropriés.

En outre, en ce qui concerne plus spécifiquement les bases de vie, on cherchera à observer les relations et les interactions quotidiennes entre les travailleurs chinois et les populations qui résident dans le voisinage immédiat. Existe-t-il une entente, des formes d'interaction et de communication entre les expatriés chinois regroupés dans les bases de vie et les habitants des zones qui les environnent ?

Ce troisième volet offre l'opportunité d'enquêter sur trois régions hétérogènes par leur position géographique (une commune montagnarde, une rurale et une autre préurbaine), leur culture locale, leur situation socioéconomique, leur histoire postcoloniale et leurs tensions internes. Ces éléments sont des paramètres fondamentaux pour comparer les matériaux d'enquête recueillis sur les chantiers et les espaces résidentiels de l'entreprise chinoise. Ces paramètres de contextualisation sont essentiels pour comprendre comment l'entreprise chinoise fabrique ses relations avec les populations locales.

Toutefois, je choisirai une région parmi les trois où je passerai plus de

temps d'enquête. Il est en général utile, voire nécessaire, de se donner un lieu de recherche intensif, portant sur un ensemble social d'interconnaissance, qui puisse servir ensuite de base de référence pour des enquêtes plus extensives sur les deux autres régions (De Sardan, 1998).

Quelles démarches méthodologiques pour les enquêtes de terrain ?

La démarche de recherche que je me propose de mettre en œuvre se fonde sur la socio-économie du travail et l'anthropologie de l'entreprise : une approche désormais bien éprouvée et consolidée depuis une vingtaine d'années, sur des bases épistémologiques et méthodologiques élaborées dans le cadre de l'IRD, notamment par Monique Selim et Laurent Bazin, qui suit les travaux que j'ai réalisés sur les entreprises chinoises en Algérie depuis 2012, et co-encadrera la réalisation de ce projet de thèse (cf. Althabe, Selim, 1998 ; Bazin, 1998 ; 2010 ; Bazin, Selim, 1995 ; 2001 ; Bazin, Hours, Selim, 2009 ; Cabanes, Lautier, 1997). Cette approche se caractérise en particulier, vis-à-vis des travaux plus classiques de sociologie ou d'anthropologie du travail, par l'appréhension dans le champ de l'enquête de l'ensemble des catégories hiérarchiques et des acteurs qui composent l'entreprise. Elle repose sur une double hypothèse : d'une part que les acteurs qui composent le champ social de l'entreprise élaborent leurs rapports entre eux, et d'autre part qu'ils ne sont pas déterminés par leur position dans le champ du travail, mais par l'ensemble des relations sociales qui composent leur univers. Ma démarche s'inspire en outre des recherches menées plus spécifiquement par Françoise Bourdarias sur les entreprises chinoises au Mali également dans le cadre de l'IRD-CESSMA ; enfin, elles s'appuient également sur l'approche élaborée par Djamel Guerid (2007), sociologue de l'université d'Oran, pour analyser les rapports conflictuels des entreprises à leur environnement urbain dans la période d'industrialisation volontariste des années 1970-1980.

Cependant, la complexité et l'ampleur de cette entreprise particulière que représente le chantier autoroutier dirigé par la CRCC (1200 salariés, répartis en deux groupes chinois et algérien, et l'étalement géographique des chantiers et des bases de vie) nécessitent le recours à une approche complémentaire et des techniques d'enquête inspirées de la socio-économie. C'est pourquoi ma démarche de recherche se tourne vers un pluralisme méthodologique (Rihoux, 2006). L'utilisation de méthodes mixtes présente une difficulté épistémologique dont je suis conscient, en particulier la contradiction de la finalité des techniques relatives aux différentes approches. L'approche inductive et qualitative qui caractérise l'anthropologie de l'entreprise s'efforce de déconstruire les catégories et de mettre en évidence la singularité des situations ; une enquête quantitative vise au contraire à situer les enquêtés ou les événements dans des catégories et à identifier des régularités, des récurrences et des ressemblances. Mon intention est donc d'adapter à ce terrain particulier les techniques d'enquête, de manière à combiner l'investigation ethnologique avec des outils d'enquête quantitatifs (par questionnaire) et à mieux connaître les caractéristiques de la population de salariés du chantier. Cette dualité des approches est nécessaire, malgré leur aspect antinomique, parce que l'enquête par observation et entretien ne peut toucher qu'une fraction des acteurs d'un chantier de grande ampleur, et que seule une enquête par questionnaire peut permettre de la recadrer et de la situer dans l'ensemble plus vaste que constitue l'entreprise.

Techniques qualitatives : Observations et entretiens anthropologiques

Observation : mon choix est porté sur l'observation directe principalement du travail sur les chantiers et des espaces résidentiels de l'entreprise chinoise (bases de vie). L'idée est d'observer d'abord le chantier et la base de vie chinoise de l'extérieur avant d'amorcer

une immersion, une familiarisation progressive avec les acteurs et de solliciter des entretiens. Durant les premiers mois, j'alternerai l'observation entre chantiers et espaces résidentiels chinois. L'objectif est de saisir l'organisation concrète du travail (salariés chinois et algériens) et les relations de travail d'un côté, la vie sociale et professionnelle des acteurs chinois dans l'univers clos de la base de vie de l'autre. L'observation s'appuie également sur la photographie qui procure des documents très illustratifs des conditions dans les bases de vie et sur les chantiers.

Entretien : j'estime le nombre d'entretiens nécessaires à une centaine,

parcours professionnel, leurs motivations, ambitions et attentes, les difficultés, les obstacles et les déceptions.

Une difficulté particulière surgit ici de la pluralité des langues, mais elle constitue simultanément une part de la réalité sociale du chantier et permettra de comprendre les formes de la communication mise en œuvre dans le cadre des rapports de travail.

Les entretiens avec les cadres chinois de la CRCC (ingénieurs et personnel de l'administration) se déroulent en anglais ou en français (Rouibah, 2011 ; 2015). Leurs homologues algériens de la CRCC et de l'ANA s'expriment en arabe dialectal, en kabyle et parfois en français.

Les entretiens avec le groupe des ouvriers chinois ne peuvent se dérouler



© Hicham Rouibah.

incluant les salariés de toutes catégories (chinois et algériens, du directeur au sommet de l'échelle hiérarchique jusqu'aux manœuvres à l'échelon subalterne) de la CRCC, mais aussi les ingénieurs et agents de l'ANA et du bureau d'étude, et des villageois expropriés ou dans le voisinage des bases de vie. Les entretiens seront non directifs : il ne s'agit pas de puiser dans une série de questions préconçues, mais d'inviter mes interlocuteurs à porter un regard sur leur propre situation et à mettre en perspective le cadre de travail de l'entreprise chinoise avec leur vie sociale et familiale, leur

qu'en chinois, car les ouvriers ne parlent que leur langue régionale et le mandarin. C'est pourquoi le recours à un traducteur s'impose. Celui-ci n'est pas seulement un interprète mais est amené à s'impliquer dans la recherche et forme avec le chercheur un binôme. Il joue un rôle important dans le déroulement même des entretiens, dans leur saisie et leur transcription, mais aussi dans l'observation, l'analyse des situations et la compréhension des représentations liées aux termes utilisés (cf. Bazin *in* Bazin, Hours, Selim, 2009). C'est pourquoi le choix de l'interprète est

crucial. J'ai eu recours lors de l'enquête exploratoire réalisée en avril-mai 2015 à un interprète professionnel algérien (chinois/français) qui correspondait à ces critères et qui sera apte à s'associer au travail d'enquête lorsque ce sera nécessaire pour la réalisation des entretiens (Rouibah, 2015).

Enfin, les entretiens avec les ouvriers algériens, ainsi que ceux qui concernent les habitants touchés par les expropriations ou qui habitent dans le voisinage du chantier, auront lieu en arabe dialectal ou en kabyle.

À la différence du questionnaire, l'échantillonnage est inutile pour le choix des entretiens : il convient ici plutôt de veiller à la pluralité des acteurs, de s'intéresser à des équipes de travail, à des groupes constitués au sein des bases de vie, ou encore de se concentrer sur les acteurs d'événements singuliers. Les entretiens permettent de comprendre les représentations, les logiques sociales et le sens des pratiques observées, et ne reposent pas sur une recherche de représentativité (de Sardan, 1990).

Techniques quantitatives : Questionnaire et analyse secondaire de données

Questionnaire : le recours à une enquête par questionnaire a pour principal objectif de contextualiser et d'appuyer l'enquête ethnologique : répondre à des interrogations descriptives et causales (variables dépendantes indépendantes) mais aussi vérifier certaines hypothèses. J'ai été formé aux techniques d'enquête quantitative et aux outils informatiques d'analyse des données dans le cadre d'un master à l'université Lille 1.

Le questionnaire concernera les ouvriers chinois, en complément des entretiens, et portera principalement sur des questions combinées entre fermées et semi-ouvertes et un style alternant entre direct et indirect en fonction des variables. Celles-ci seront construites sur mes matériaux antérieurs. Le questionnaire sera traduit en langue chinoise et comportera quatre chapitres :

Ch1 : sur le bloc signalétique qui englobe les caractéristiques socio-démographiques (âge, statut, situation familiale, années d'expatriation ...) pour tracer le profil des salariés permettant ainsi de donner une meilleure description de la main-d'œuvre mobilisée par l'entreprise chinoise ;

Ch2 : sur le parcours professionnel (métier antérieur, formation, salaire en Chine, autre expérience en Afrique) et moyen de recrutement (cabinet spécialisé, conditions d'embauche, l'après l'expatriation) ;

Ch3 : sur le motif et/ou la motivation d'expatriation (expérience, salaire, endettement, projet familial : enfants, parents, acquisition de bien immobiliers, représenter la Chine) ;

Ch4 : sur les conditions de vie et de travail en évaluant le sentiment de satisfaction/insatisfaction des ouvriers (restauration et logement, rapports avec les supérieurs, relations avec les ouvriers algériens, législation : congés, indemnités, sécurité sociale).

Échantillonnage et mode de passation : durant l'enquête exploratoire auprès de la CRCC (Rouibah, 2015), j'ai pu accéder à la liste du personnel. Je peux donc penser à une méthode probabiliste avec échantillonnage stratifié. C'est sur cette base que je compte sélectionner l'échantillon, tout en gardant à l'esprit que la population y est instable (départ des salariés, arrivées d'autres, congés, victimes d'accidents de travail, etc.) et qu'il faudrait probablement interroger d'autres personnes. Le mode de passation des questionnaires serait auto-administré, à savoir que chaque répondant serait seul ou avec ses collègues face à son questionnaire, auquel il répondrait lui-même par écrit. Une fraction de la population cible n'est pas alphabétisée. Cependant, dans une enquête antérieure (Rouibah, 2011), les ouvriers qui savaient bien lire et écrire le mandarin aidaient leurs collègues ayant des déficits linguistiques à comprendre et à répondre aux questions.

Dans ce contexte de quantification et de représentativité, il serait préférable d'interroger environ une centaine de

personnes, réparties entre les classes d'âge figurantes (ex : 120 ouvriers/les 380).

Type et moyens d'analyse : les questionnaires donneront suite à une analyse statistique descriptive. Les indicateurs comme la moyenne et les corrélations permettront de croiser des variables qui peuvent vérifier certaines hypothèses.

Exemples :

Les ouvriers sont plus âgés que les cadres, et sont issus de provinces pauvres en Chine, généralement des paysans reconvertis en ouvriers.

L'expatriation en Afrique est plutôt motivée par des nécessités financières, avoir une carrière et une stabilité professionnelle ou par une quête de « renouveau » : la Chine a longtemps été un pays fermé où la politique du PCC et la pauvreté ont obligé la plupart des Chinois à rester dans leur pays.

Le traitement de ces données quantitatives se fera sur logiciels de programmation statistique (SPSS 2.0, SAS 1.8). De même, les données descriptives sur les bases de vie de l'entreprise chinoise seront traitées sur logiciels cartographiques (Phlcarto, Cartes & Données 6.0).

Analyse de données secondaires : l'accès à certains documents administratifs des organismes sur le terrain (la CRCC-SAPTA, l'ANA et le bureau d'études) comme la liste du personnel, les rapports de la direction, les bilans comptables, les données sur les chantiers, etc. me permettront de procéder à une analyse secondaire de données pour comparer avec les résultats des différentes techniques appliquées (questionnaires, observations et entretiens). Cette technique m'aiderait à acquérir une connaissance sur le cadre législatif de la coopération sino-algérienne et de la relation triangulaire ainsi que sur les questions d'approvisionnement en matière de construction. C'est aussi un moyen pour mesurer l'écart entre la réalité observée et communiquée par les acteurs, et celle des rapports administratifs et gestionnaires.

Crise des modèles ?

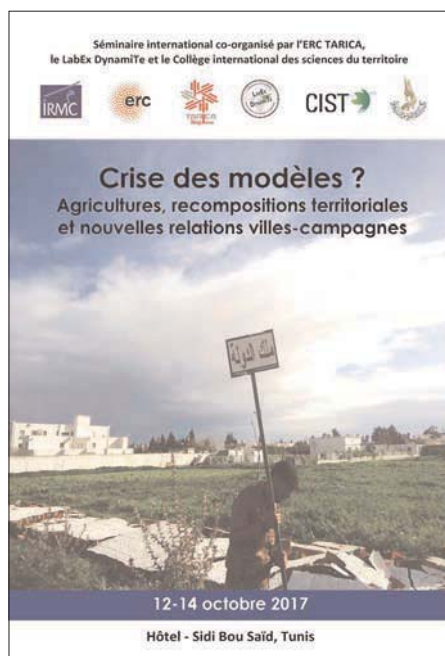
Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes-campagnes

Co-organisé par l'ERC Tarica¹, l'IRMC, le LabEx Dynamite, le Collège international des Sciences du territoire (CIST), et l'Université de la Manouba, le séminaire international « Crise des modèles ? Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes-campagnes » s'est tenu du 12 au 14 octobre 2017 à Tunis. Il a réuni des chercheurs et des doctorants, géographes, sociologues, économistes et politistes autour d'une réflexion sur l'évolution des modèles productifs en agriculture, les recompositions sociales et spatiales porteuses de nouvelles relations entre villes et campagnes.

Lors de son allocation d'ouverture, Mme Oissila Saaidia, directrice de l'IRMC, a souligné que la question des modèles et de leur crise est au cœur de bien des problématiques des sciences humaines et sociales. Le modèle s'avère autonome par rapport à la réalité dans la mesure où il est impossible d'en restituer toute la complexité et qu'en dépit de cela, les modèles circulent indépendamment des contextes politiques dans lesquels ils ont été produits. S'interroger sur la crise des modèles, c'est donc s'interroger sur la pertinence d'outils construits « hors sol ». En somme c'est remettre en question l'universalité supposée de certains modèles, en partie du au fait que les modèles de développement agricole génèrent au Nord comme au Sud, d'importantes recompositions territoriales.

Un fait que, Alia Gana, directrice de recherche au CNRS et *Principal Investigator* de l'ERC Tarica située dans la problématique générale du projet de recherche axée sur la circulation et la confrontation des modèles de développement et de justice sociale. La question de la crise des modèles agricoles est l'objet d'une collaboration de longue date entre Marine Berger et Jean-Louis Chaléard, Professeurs à l'Université

Paris 1 Panthéon Sorbonne. Ce sujet relève d'une réflexion sur les modèles de développement, qui ne peut être pertinente sans aborder les questions portant sur les politiques publiques.



Le premier atelier du séminaire concernait les rapports entre villes et campagnes et la question de la concurrence autour des ressources qui peuvent prendre des formes diverses. Il peut s'agir des jeunes ruraux qui se sont dirigés vers les villes (Zakaria Kadiri – Maroc), mais également du foncier agricole périurbain menacé par l'urbanisation et l'industrialisation (Marouen Taleb – Tunis). Des marges de manœuvre et des arrangements informels peuvent également exister, soit entre usagers et État, comme dans le cas des territoires irrigués de Biskra et du bas Chléf (Hichem Amichi – Algérie), soit entre différentes catégories d'usagers comme le montre la gestion de l'espace halieutique monastirien (Racha Sallemi –

Tunisie). Les inégalités socio-spatiales apparaissent ainsi comme une conséquence d'une compétition sur les ressources entre usagers-gagnants et usagers-perdants, particulièrement en ce qui concerne la gestion de l'eau comme dans le cas du Lebna au Cap Bon (Alia Gana et Emna Khemiri – Tunisie).

Le second atelier a traité des modèles agricoles émergents et innovants et des nouvelles relations villes-campagnes. La réhabilitation des anciens modèles d'exploitation agricole s'inscrit dans cette logique d'innovation qui tend à revaloriser des espaces agricoles confrontés à des compétitions sur les ressources et à l'emprise foncière : la valorisation de la production oasienne à Gabès (Irène Carpentier – Tunisie) ou la restructuration récréative de l'espace agricole des campagnes liméniennes (Héloïse Leloup – Pérou) pour diversifier les sources de revenus des agriculteurs, de résistance et d'adaptation face à l'emprise de l'urbain. Une emprise dont l'ampleur est particulièrement marquée dans le contexte égyptien caractérisé par le développement d'un modèle capitaliste d'agro-business exportateur en pleine conquête des terres désertiques de l'Ouest du Delta du Nil (Delphine Acloque – Égypte) mais qui se déploie également à des échelles plus humaines comme à Tiznit (David Goeury – Maroc) à travers la préservation de l'activité agricole en érigeant le foncier au rang de « bien commun » géré collectivement par une communauté d'usagers à cheval entre l'urbain et le rural.

Le troisième atelier a traité des nouvelles fonctions et des représentations des espaces ruraux périurbains. Il a permis de conforter l'idée que la ville a besoin d'un espace rural contiguë en tant que territoire d'une agriculture d'entreprise qui tend à se diversifier pour s'adapter à une nouvelle échelle métropolitaine



© Marouen Taleb.

extrêmement variée et exigeante comme dans l'ouest francilien (Martine Berger – France). Ainsi, face à la croissance de la ville néo-libérale, une gouvernance dédiée devient impérative afin de sécuriser les moyens de production et notamment le foncier comme dans le cas du territoire d'île de France (Monique Poulot – France). La pénétration de l'agriculture marchande introduit ainsi une nouvelle ruralité au sein de laquelle l'autochtonie sert de vecteur identitaire pour les revendications foncières comme le montre l'exemple abidjanais (Jean-Louis Chaléard – Côte d'Ivoire). Les besoins de la ville peuvent se rapporter également à une dimension sociale à travers laquelle les citoyens établissent un lien avec la campagne en cultivant de petites exploitations agricoles sous la forme de jardins-potagers qui agrandissent l'espace de vie très restreint des citoyens comme le montre l'exemple des datchas de Kazan

(Camille Rober-Bœuf – Russie).

Le quatrième atelier a mis en lumière les dynamiques migratoires et les mobilités liées à une redéfinition des rapports entre villes et campagnes. L'influence des économies libérales tend à raccourcir le lien entre ces dernières et a des conséquences en matière de renforcement de l'armature urbaine et d'implantation d'équipements publics à travers la densification des espaces ruraux. Toutefois, l'investissement privé ne saurait se soustraire aux politiques d'aménagement du territoire pour répondre à la question des inégalités comme dans la région de Kédougou (Olivier Ninot – Sénégal). De nouveaux facteurs peuvent, à ce titre, entrer en jeu pour la redynamisation de l'agriculture et des espaces ruraux comme l'apport d'une main d'œuvre constituée de migrants, mais présentent néanmoins des effets pervers comme l'exploitation abusive des

travailleurs agricoles comme en Italie (Alessandra Corrado – Italie). Cela a conduit à des initiatives pour une nouvelle gestion des exploitations agricoles plus respectueuses des droits humains comme en Italie du Sud-Est (Giulio Iocco – Italie). Autre exemple de la polarisation rurale, les souks participent, à travers leurs aires marchandes, à la définition d'une armature rurale nécessaire à l'administration des régions reculées comme l'Anti-Atlas marocain (Mohamed Oubenal – Maroc).

Le cinquième et dernier atelier a mis en relief les questions de justice spatiale et de mobilisation contre les inégalités. L'attractivité des zones agricoles à fort potentiel de production pour l'investissement privé étranger induit des décalages, ce qui constitue un élément d'exacerbation des inégalités et des revendications identitaires locales comme à Sidi Bouzid vis-à-vis des agriculteurs sfaxiens (Mathilde Fautras – Tunisie). L'introduction de nouveaux systèmes de production et les conséquences en termes de surexploitation de ressources et de dégradation de l'environnement apparaissent ainsi comme un catalyseur de dynamiques de mobilisations sociales territorialisées comme à Gabès (Diane Robert – Tunisie).

Marouen Taleb

¹ Projet de recherche « Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord. Compétition des modèles et diversité des trajectoires nationales », financé par le programme *Advanced Grant* du Conseil européen de la recherche (ERC).



© Marouen Taleb..

Séminaire « études du Politique »

Repérage du Politique, de l'enquête à la théorie

Ce séminaire, sous-titré « Entre spécificités des cas et universalité des approches » et mis en place par Amin Allal, a pour ambition de comparer les approches, faire dialoguer des expériences de recherches sur des objets des sciences sociales du politique mais aussi de partager une réflexion sur le choix de ces approches. Tandis que la première séance avait été consacrée au journalisme politique, celle-ci se penchait sur la question du « repérage du politique ». Pour ce faire, étaient invités à débattre Daniel Cefaï, directeur d'études à l'EHESS, spécialiste de la sociologie des mobilisations collectives, de l'ethnographie politique ainsi que de l'Histoire des sciences sociales aux États-Unis et Imed Melliti, sociologue à l'Université de Tunis, chercheur associé à l'IRMC ayant récemment mené une grande enquête sur les figures et les formes d'injustice chez les jeunes en Tunisie post-2011. C'est, pour résumer, à deux séries de questions que nos deux intervenants ont du répondre : « où repérer et comment définir le/la politique dans les sociétés sur lesquelles ils ont travaillé ? », « Quels outils ont-ils privilégié et quels biais ceux-ci introduisent-ils dans l'analyse du politique ? ».

Imed Melliti a déployé son argumentaire, en affirmant que la révolution tunisienne avait été un moment charnière du politique, car même si le politique était existant sous Ben Ali, il « s'ignorait ». D'après lui, le politique est un ensemble d'actions sociales, il en existe deux entrées majeures : la gestion des conflits qui permet de décrire un moment particulier de l'Histoire de la Tunisie en tant que pays pluriel hétérogène, éclaté et se découvrant étranger à lui-même, et la capacité à construire du compromis.

Imed Melliti a ainsi travaillé sur la question de l'économie rurale et des jeunes. Il observe chez ce public que la question du politique y est ordinaire que les jeunes possèdent une réelle capacité à devancer les catégories vernaculaires, à émettre des jugements, ont une faculté à la critique ordinaire, à statuer de façon intuitive. Ce qui pousse ces acteurs à formuler ces revendications politiques est

avant tout le trop grand sentiment d'injustice qui est notamment lié à l'inégalité territoriale. La circulation des capitaux, elle aussi, révolte les jeunes.

Daniel Cefaï a réagi à cette présentation, soulignant le lien entre le travail d'Imed Melliti et du philosophe du politique Claude Lefort qui a travaillé sur l'expérience du bien et du mal, du légitime et de l'illégitime. Daniel Cefaï a affirmé



Institut de recherche sur le Maghreb contemporain



USR 3077

Séminaire

Repérages du politique : de l'enquête à la théorie

Avec la participation de :

Daniel Cefaï (EHESS Paris) & Imed Melliti (Université de Tunis)



Coordination : Amin Allal

Mercredi 8 novembre 2017 à 17h30 (IRMC)

Comptes rendus d'activités

s'appuyer sur l'ethnographie politique, ce qui le conduit aujourd'hui à reprendre la philosophie politique. Doit-on se baser sur ce que disent les acteurs ? La frontière entre ce qui est politique ou non est sans arrêt en train d'être rediscutée mais la maltraitance des animaux, les perturbateurs endocriniens, la malbouffe ne sont-ils pas autant de questions éminemment politiques ? Selon ce dernier, la publicisation mène à la politisation. Le chercheur argue que même une situation amoureuse peut devenir politique dans le cas de la répartition des tâches par exemple, ce qui veut dire que les catégories de l'intime, du personnel, ne font pas exception et peuvent relever du politique. Cependant, le politique est une énigme et l'on peut être amené à voir du politique là où les acteurs refusent d'en voir : dans le cas d'habitants qui s'investissent pour le quartier, de syndicats ou autre.

À cette question Imed Melliti a d'abord répondu que « l'on trouve du politique quand on ne le cherche pas et dès lors que nous nous mettons à le chercher, nous ne le trouvons pas ». La recherche ne se fait pas en dehors d'un contexte, elle comporte en effet des contraintes afférentes à un cadre. Imed Melliti a précisé qu'il abordait son travail par le biais du qualitatif et non du quantitatif. Il trouve en cette méthode un intérêt particulier aux mots employés, aux catégories des acteurs.

Pour Daniel Cefaï, le temps long d'observation est important, même s'il faut pouvoir en sortir. Cela doit aller de paire avec un journal de terrain, des enregistrements audio. Selon lui, cela est bien plus engageant que de faire des entretiens ou des sondages par exemple. L'ethnographie n'est d'après lui, pas incompatible avec d'autres types d'enquêtes, avec de l'analyse d'archives

qui se propose à son interlocuteur et qui induit des émotions, des sensations, et la façon dont ce corps singulier induit un type de rapport particulier. Il faut avoir conscience de ce que ce corps véhicule, et apprendre à se connaître soi-même est certainement la meilleure façon de l'aborder. Il faut apprendre à maîtriser la distance générationnelle, raciale, de genre... L'enquête ethnographique doit aussi se prémunir d'un écueil : celui de ne voir tout qu'à travers un seul prisme et de n'analyser qu'à travers celui-ci. Il faut s'interdire d'avoir trop de catégories. Enfin le travail du chercheur en sciences sociales est aussi grandement constitué de rédaction, il faut donc s'interroger sur le fait de rédiger : en quoi ? Pour qui ? Pour quoi ? Contre qui ? Contre quoi ? Daniel Cefaï, considère qu'il faudrait pouvoir toujours répondre à ces questions.

Cette discussion a suscité interrogations et remarques de la part du public qui a réagi à ces interventions. Oissila Saaïdia a abondé dans le sens de Daniel Cefaï en affirmant qu'accepter en tant que chercheur ce que l'on est permet à l'enquête de mettre quelque chose en avant ou non. Il s'agit là de cohérence narrative et de notre présence, du présent qui nous appelle. Jérôme Heurtaux s'est interrogé sur les points de rencontre entre l'ethnographie et la science du politique, ce à quoi Daniel Cefaï a répondu qu'il fallait évidemment mettre en lien ces disciplines. Un autre participant s'est demandé si considérer que tout ce qui relève du vivre ensemble a trait au politique, constitue un risque à ce que cette acception devienne trop englobante. Doit-on comparer ? Est-on dans la subjectivité ? Est-ce que la montée en généralité est pertinente en ethnographie ? À cela, Daniel Cefaï a répondu que l'expérience est autant pragmatique qu'il n'est aucunement question de vécu subjectif, qu'il ne s'agit pas là de roman social, l'ethnographie n'ayant rien à envier au model hypothético-déductif.



© chedlybenibrahim.wordpress.com

Dans un deuxième temps de ce séminaire, Amin Allal a interpellé les invités sur la façon de repérer le politique. Il s'agissait de répondre à la question du « comment » (du point de vue méthodologique) et des limites des choix opérés.

ou autre, cela peut même être complémentaire car l'ethnographie ne se suffit pas à elle-même et l'analyse documentaire peut en être un contrefort par exemple.

Daniel Cefaï a aussi insisté sur le corps en tant que présence qui occupe l'espace,

Louise Favel

Infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en Tunisie : Profil socio-épidémiologique (1983 - 2016)

Samedi 2 décembre 2017 avait lieu au Liber'thé, le premier café-débat organisé par Betty Rouland, chercheuse à l'IRMC. L'objectif pour cette dernière est de donner la parole à de jeunes chercheur(e)s afin de présenter leurs travaux. Cette initiative est née d'un constat : les chercheurs passent des années à travailler sur un sujet, et ont finalement assez peu d'occasions d'échanger avec le grand public. En pratiquant cette rencontre « hors les murs », c'est aussi l'occasion de rendre accessible à tous des sujets de recherche trop souvent réservés à des lieux et à des publics initiés.

Ainsi, cette première édition s'est déroulée avec une présentation de thèse d'Inès Boughzala sur "l'Infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en Tunisie : Profil socio-épidémiologique de 1983 à 2016". Inès Boughzala, diplômée de la Faculté de médecine, était investie au sein de l'association de prévention positive (ATP+) à l'époque et travaille à présent au sein de l'organisation non gouvernementale Médecin du Monde Belgique en Tunisie. Sa directrice de thèse, Rim Abdelmalek, professeur au service des maladies infectieuses était aussi présente. Monia Lachheb, chercheuse associée à l'IRMC était invitée à discuter en sa qualité de sociologue, spécialiste des sexualités marginales et de l'homosexualité au Maghreb.

Inès Boughzala a d'abord dressé un historique de l'apparition de cette maladie à l'échelle mondiale avant de se concentrer par la suite sur le cas tunisien. Cette recherche dresse une monographie du VIH sur une période de 34 ans en Tunisie. Inès Boughzala a ainsi focalisé ses recherches sur les patients se présentant à l'hôpital de la Rabta à Tunis.

Ainsi, les premiers cas ont été recensés aux Etats-Unis en 1981. En 1987, apparaît le premier médicament contre le VIH dont les effets s'estompaient au bout de 6 mois

de traitement. En 1996, la trithérapie fait son apparition. À partir de 2005, le nombre de cas diminue, à la suite de quoi l'on passe d'une infection mortelle à une infection chronique.

l'épidémie. D'après les chiffres recensés par la jeune docteure, la tranche d'âge la plus touchée est celle des 30/34 ans. 14,51% des malades sont des étrangers, dont un tiers sont des Libyens, un tiers des



Les cafés itinérants de l'IRMC

Intervenante
Inès Boughzala
Docteure diplômée de la Faculté de Médecine de Tunis

Infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en Tunisie : Profil socio-épidémiologique (1983 - 2016)

Discutante
Monia Lachheb
Sociologue, chercheuse à l'IRMC

Lieu de la rencontre
Café Culturel Liber'Thé
55, rue d'Iran, Tunis 1002

Le samedi 2 décembre 2017 à 17h00

Les Cafés « itinérants » de l'IRMC

Les cafés itinérants de l'IRMC vous invitent à venir discuter avec de jeunes chercheuses et chercheurs tunisiens afin d'approfondir vos connaissances sur un sujet de société précis ou bien tout simplement pour profiter d'un moment de convivialité « dans un café » ! Dans la lignée des cafés thématiques réunissant des scientifiques et des non spécialistes, ces cafés vous proposent d'échanger librement. Jalonnant tout le territoire tunisien, rejoignez-nous pour profiter d'une vraie rencontre avec de jeunes docteur(e)s d'horizons disciplinaires variés dans un cadre décontracté.

Coordination : Betty Rouland, chercheuse à l'IRMC
Contact : bettyrouland@posteo.net

En Tunisie, la prédominance de la maladie est masculine, mais l'on observe une féminisation progressive de

Africains subsahariens. Les catégories sociales les plus répertoriées sont les chômeurs qui représentent 37,88 %, les

Comptes rendus d'activités



© Al Huffington Post Maghreb.

commerçants représentant 18,11% des cas et enfin les ouvriers non qualifiés qui représentent 14,67% des personnes détectées. Cependant, ces chiffres sont à relativiser car les travailleurs du sexe ne se déclarent pas comme tel. Les étrangers concernés, quant à eux, sont essentiellement des étudiants. Inès a tenu à préciser que le VIH est la forme antérieure

à sensibiliser et éduquer sur les risques du VIH, mais aussi de continuer le plaidoyer à l'encontre d'une loi répressive envers l'homosexualité, notamment, qui incite les personnes atteintes du virus à le dissimuler. De plus, le retard de diagnostic représente une plus grande charge économique et augmente le taux de mortalité. La Tunisie demeure un pays à faible prévalence même



© lapresnews.tn.

du virus. Le Sida est la forme qui suppose un état d'avancement tardif de la maladie. Elle a aussi déploré que les migrants n'aient pas accès gratuitement aux traitements, ce qui est le cas pour les Tunisiens. Elle déplore une difficulté pour accéder aux soins et préconise de continuer

si les personnes atteintes y sont diagnostiquées relativement tardivement.

Selon Monia Lachheb, cette thèse déconstruit les préjugés sur le VIH. Elle permet d'en donner une information éclairée, chiffrée et objective. D'après elle, l'opinion publique s'imagine que le VIH

ne touche que les homosexuels ou les sexualités dites atypiques et cela entraîne une stigmatisation de ces populations dites « clés ». Cependant, qu'en est-il des femmes en général mais aussi des femmes porteuses du VIH et enceintes notamment ? Inès répond que même si la prévalence est faible en Tunisie, elle n'en demeure pas moins importante dans les populations dites « clés ». Quant aux femmes enceintes, elles ont à présent la possibilité de se faire dépister contre le VIH à toutes les étapes des visites médicales obligatoires.

Une autre interrogation a porté sur les inégalités territoriales en termes d'accès aux soins, ce à quoi il a été évoqué la situation de Kairouan. La ville de Kairouan possède en effet un centre de dépistage situé au cœur de la médina, mais au lieu d'être un lieu facilement accessible, il est un lieu trop visible aux yeux de tous, et donc très peu fréquenté à cause de sa trop grande visibilité et de la stigmatisation que cela engendre.

Enfin, différentes personnes sont intervenues afin de faire-valoir la nécessité d'un corps médical neutre et bienveillant. Le corps médical a en effet été décrit comme partial et posant un regard accusateur, si ce n'est inquisiteur sur les personnes qui viennent obtenir renseignements ou soins. Il est donc indispensable de former les médecins, pharmaciens et autres personnels médicaux, à leur devoir de soigner sans moraliser. La responsabilité du corps médical est engagée dans la décision de pratiquer le test anal ou non. La dimension éthique est éminemment présente. Le manque d'éducation sexuelle a aussi été déploré ainsi qu'un retour du conservatisme religieux, ayant pour conséquence l'accentuation d'un regard moralisateur.

Il a aussi été signalé que les moyens de communication afin de sensibiliser à cette problématique, n'étaient pas adaptés aux jeunes. Certains ont ainsi suggéré de moderniser les biais de sensibilisation, à travers les réseaux sociaux notamment. C'est sur ces préconisations que s'est clôturée la première édition de ce café-débat.

Louise Favel

Théorie, objets et méthodes en anthropologie de la santé : l'exemple des travaux sur le sida

Quelle est la contribution de l'anthropologie aux sciences sociales ?

Telle est la question à laquelle Sandrine Musso s'est attachée à répondre. En effet, si l'objet santé n'est que très peu abordé par les SHS, il n'en reste pas moins d'un apport absolument indispensable au domaine. Croiser les regards permet ainsi aux disciplines de s'enrichir l'une l'autre. Il est, par exemple, évident que l'anthropologie de la santé a été d'une grande utilité dans la compréhension de l'épidémie d'Ebola. Cela permet de relativiser l'hégémonie de la médecine en termes de santé, qui est notamment un secteur d'enjeux économiques, politiques et socioculturels.

Sandrine Musso a présenté les recherches notoires dans le domaine dont ceux de Françoise Héritier qui a entre autres abordé le statut particulier du recours à l'anthropologie et à l'histoire sociale de l'épidémie, soulignant par là le caractère éminemment politique de cette maladie. Marc Augé, quant à lui, a participé à l'émancipation des catégories non pensées par la médecine. Ce dernier aborde les désordres biologiques comme des désordres sociaux. Enfin, Didier Fassin définit la santé comme un rapport du corps physique et psychique au corps social et politique. En effet, le corps est socialement et historiquement construit.

À la question qu'est-ce que la santé pour un anthropologue, Sandrine Musso argue tout d'abord que les systèmes médicaux sont toujours des systèmes culturels et qu'il s'agit d'un domaine d'enjeux de pouvoir et de légitimité avec des experts et des profanes. Ce sont des laboratoires de la globalisation, et la santé consiste aussi en une anthropologie de la globalisation.

Les sociétés élaborent des théories sur les origines du VIH/sida à travers la question du « pourquoi ? ». Ainsi, les anthro-pologues ont observé comment ces

théories des origines mettaient en scène les conduites sociales perçues comme hors normes. Une des premières théories des origines du sida a été de penser que cette maladie provenait des « 4 H » : les héroïnomanes, les homosexuels, les

maladie en Haïti. En effet, cela a eu pour conséquence une sorte de déni de la maladie. Ces théories des origines, qui nous permettent de percevoir des relations d'inégalités, de domination et d'injustices sociales.

IRMC Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
معهد البحوث المغاربية المعاصرة
USR 3077 du CNRS

Conférence
محاضرة

Conférence organisée dans le cadre du séminaire
Santé et Sciences Sociales

**Théories, objets et méthodes
en anthropologie de la santé :
l'exemple des travaux sur le sida**

Sandrine Musso
Maître de conférences en anthropologie
Université d'Aix-Marseille,
chercheuse au Centre Norbert Elias

Coordination :
**Monia Lachheb et
Betty Rouland**

Jeudi 25 janvier 2018 à 9h30 à la bibliothèque de l'IRMC
على الساعة التاسعة والنصف بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة

En langue française Entrée libre باللغة الفرنسية

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville - 1002 Tunis (Tunisie)
Tél : (+216) 71 796 722 - direction@irmcmaghreb.org

<http://www.irmcmaghreb.org>
facebook.com/IRMC.Tunis
CNRS-MAE USR 3077

CNRS

hémophiles et les Haïtiens. Il y a donc eu un processus de mise en accusation en matière raciale qui a eu des répercussions importantes dans la prise en charge de la

Louise Favel

Nouvelles acquisitions de la bibliothèque



INSTRUMENTS DE TRAVAIL

■ ALBERA, Dionigi. Dir. ; CRIVELLO, Maryline. Dir. ; TOZY, Mohamed. Dir. ; SEIMANDI, Gisèle.
Collab. Dictionnaire de la Méditerranée. - Arles : Actes sud, 2016 DL
Cote : MS 33036

■ BERTAUD DU CHAZAUD, Henri
Dictionnaire de synonymes, mots de sens voisin et contraires. - Paris : Gallimard, 2013 DL. - (Quarto).
Cote : MS 33044

■ GEORGEON, François. Dir. ; VATIN, Nicolas. Dir. ; VEINSTEIN, Gilles. Dir. ; BORROMEO, Elisabetta. Collab.
Dictionnaire de l'Empire ottoman. - Paris : Fayard
Cote : MS 33043

■ RENNES, Juliette. Dir. ; ACHIN, Catherine. Ed. ; ANDRO, Armelle. Ed. ; BERENI, Laure. Ed. Encyclopédie critique du genre : corps, sexualité, rapports sociaux. - Paris : la Découverte, 2016 DL
Cote : MS 33036

MIGRATIONS - RACISME - IDENTITE

■ HEYER, Evelyne. Dir. ; REYNAUD-PALIGOT, Carole. Dir. [Exposition. Paris. Musée de l'homme. 2017-2018]
Nous et les autres : des préjugés au racisme : [exposition, Paris, Musée de l'homme, 31 mars 2017-8 janvier 2018]. - Paris : Muséum national d'histoire naturelle : La Découverte, 2017
Cote : M 33091

■ MOUBARAKI, Mohamed El-. Dir. ; RIARD, Emile-Henri. Dir.
FRANCE. Migrations santé
Etat socio-sanitaire des personnes âgées immigrées. - Paris : l'Harmattan, 2016. - (Migrations santé).
Cote : M 33072

RELIGIONS

■ DEMEERSEMAN, Gérard
André Demeerseman, 1901-1993 : à Tunis, soixante ans à l'Institut des belles lettres arabes, IBLA. - Paris : Ed. Karthala, 2014. - (Histoire des mondes chrétiens).
Cote : M 33089

■ FERJANI, Mohamed Chérif
JANJAR, Mohamed-Sghir. Préf.
Pour en finir avec l'exception islamique. - Tunis : Nirvana, 2017
Cote : M 33030

■ M'RAD, Hatem
Révolutions arabes et jihadisme. - Tunis : Nirvana, 2017
Cote : M 33032

■ GUIDERE, Mathieu
La guerre des islamistes. - [Paris] : Gallimard, 2016. - (Folio. Actuel).
Cote : M 33045

■ LOUATI KOUBAJI, Sarra
L'esthétique de l'abstrait et les enjeux mystiques dans l'art musulman. - Paris : l'Harmattan, 2015 impr.. - (Pensée religieuse & philosophique arabe ; 23).
Cote : M 33013

■ YOUSSEF, Olfa
BARBOUCHE, Mohamed Salah. Trad.
Le féminin, la mort et le silence : approche psychanalytique de quelques hadiths du messager. - Tunis : Nirvana, 2017
Cote : M 33031

FEMME

■ ANDRE, Marc
Femmes dévoilées : des Algériennes en France à l'heure de la décolonisation. - Lyon : ENS éd., 2016. - (Sociétés, espaces, temps). Texte remanié de :

Th. de doct. : Hist. contemp. : Paris 4 : 2014 : Des Algériennes à Lyon, 1947-1974.
Cote : M 33061

■ MASSOUI, Salima
Femmes victimes de violences conjugales au Maroc. - Paris : l'Harmattan, 2017
Cote : M 33005

■ ROELEN, Nicole
Manifeste pour la décolonisation de l'humanité femelle Tome 1 : La femellité et le réelprosaïque de la vie des humains. - Paris : l'Harmattan, 2013 DL. - (Collection Logiques sociales. Série Sociologie du genre).
Cote : M 33006

■ ROELEN, Nicole
Manifeste pour la décolonisation de l'humanité femelle Tome 2. L'enfantement des humains ou l'accouchement existentiel d'une nouvelle existence. - Paris : l'Harmattan, 2014 DL. - (Collection Logiques sociales. Série Sociologie du genre).
Cote : M 33007

■ ROELEN, Nicole
Manifeste pour la décolonisation de l'humanité femelle 3. Le système de recolonisation perpétuelle. - Paris : l'Harmattan, 2014 DL. - (Collection Logiques sociales. Série Sociologie du genre).
Cote : M 33008

■ ROELEN, Nicole
Manifeste pour la décolonisation de l'humanité femelle 4. Poussées d'émancipation et violences colonisatrices. - Paris : l'Harmattan, 2014 DL. - (Collection Logiques sociales. Série Sociologie du genre).
Cote : M 33009

■ YOUSSEF, Olfa
BARBOUCHE, Mohamed Salah. Trad.

Le féminin, la mort et le silence :
approche psychanalytique de quelques
hadiths du messager. - Tunis : Nirvana,
2017

Cote : M 33031

■ SCIENCES SOCIALES

BERENI, Laure. Dir. ; TRACHMAN,
Mathieu. Dir. ; FASSIN, Eric. Postf.
Le genre : théories et controverses. -
Paris : PUF, 2014

cop. - (La vie des idées).

Cote : M 33055

■ BOLTANSKI, Luc ;
ESQUERRE, Arnaud
Enrichissement : une critique de la
marchandise. - Paris :
Gallimard, 2017. - (NRF essais).

Cote : M 33092

■ BOURDIEU, Pierre
CHAMPAGNE, Patrick. Ed. ;
DUVAL, Julien. Ed. ; POUPEAU,
Franck. Collab. ; RIVIERE, Marie-
Christine. Collab. Sociologie générale :
cours au Collège de France (1983-1986)
Volume 2. - Paris : Raisons d'agir :
Seuil, 2016. - (Cours et travaux).

Cote : M 33041

■ BOUTAN, Pierre. Coord. ;
BENMANSOUR-BENKELFAT,
Sabaha. Coord.
Leçons du temps colonial
dans les manuels scolaires. - Paris :
l'Harmattan, 2017. - (Manuels scolaires
et sociétés).

Cote : M 33069

■ BOUZEKRI, Mariem
MOREAU-DAVID, Jacqueline. Préf.
Mariage et liberté : étude comparative
entre le droit français, tunisien et
musulman. - Paris : l'Harmattan, 2017

Cote : M 33060

■ CHARBIT, Yves ; GAIMARD, Maryse
La bombe démographique en question. -
Paris : PUF, 2014 cop.

Cote : M 33056

■ CORCUERA, Fidel J. Coord. ;
GASPAR, Antonio. Coord. ; DJIAN,
Mnica. Coord. ; VICENTE, javier ;
BERNAL, Chess. Coord.

Les discours politiques : regards
croisés. - Paris : l'Harmattan, 2016 DL

Cote : M 33018

■ DUBAR, Claude ;
NICOURD, Sandrine
Les biographies en sociologie. - Paris :
la Découverte, 2017. - (Repères.
Sociologie ; 684).

Cote : M 33040

■ DURAND, Gilbert
L'imagination symbolique. - Paris :
PUF, 2015 impr. - (Quadrige).

Cote : M 33057

■ DURAND, Gilbert
WUNENBURGER, Jean-Jacques. Préf.
Les structures anthropologiques de
l'imaginaire : introduction à
l'archétypologie générale. - Malakof :
Dunod, 2016

Cote : M 33090

■ ELIAS, Norbert
JOLY, Marc. Ed. et trad. ;
LAHIRE, Bernard. Préf. La dynamique
sociale de la conscience : sociologie de la
connaissance et des sciences. - Paris :
la Découverte, 2016. - (Collection
Laboratoire des sciences sociales).

Cote : M 33038

■ ELBAZ, Gilbert. Coord.
De la sexualité aux sexualités. - Paris :
l'Harmattan, 2017. - (Questions
contemporaines. Série Questionner
le genre).

Cote : M 33016

■ FASSIN, Didier
Punir : une passion contemporaine. -
Paris : Seuil, 2017

Cote : M 33077

■ GUERIN, Serge ;
TAVOILLOT, Pierre-Henri
La guerre des générations aura-t-elle
lieu ? - Paris : Calmann Lévy, 2017

Cote : M 33046

■ HARARI, Yuval Noah DAUZAT,
Pierre-Emmanuel. Trad.
Sapiens : une brève histoire de
l'humanité. - Paris : Albin Michel, 2017
impr.

Cote : M 33058

■ HARARI, Yuval Noah
DAUZAT, Pierre-Emmanuel. Trad.
Homo deus : une brève histoire de
l'avenir. - Paris : Albin Michel, 2017 impr.

Cote : M 33059

■ HONNETH, Axel
DAUTREY, Marianne. Trad. ;
VOIROL, Olivier. Trad.
Critique du pouvoir : Michel Foucault et
l'Ecole de Francfort, élaborations d'une
théorie critique de la société. - Paris : la
Découverte, 2017. - (Théorie critique).
Texte remanié de : Th. : Philo. : Univ.
libre de Berlin : 1983.

Cote : M 33039

■ JOLY, Marc
La révolution sociologique :
de la naissance d'un régime de pensée
scientifique à la crise de la philosophie,
XIX^e-XX^e siècle. - Paris :
la Découverte, 2017. - (Collection
Laboratoire des sciences sociales).

Cote : M 33037

■ MORIN-MESSABEL, Christine.
Dir. ; SALLE, Muriel. Dir. ;
ESTABLET, Roger. Préf.
À l'école des stéréotypes : comprendre et
déconstruire. - Paris : l'Harmattan,
2013. - (Savoir et formation. Série genre
éducation).

Cote : M 33070

■ PIKETTY, Thomas
Le capital au XXI^e siècle. - Paris :
Seuil, 2013. - (Les Livres du nouveau
monde).

Cote : M 33079

■ TODD, Emmanuel
LAFORGUE, Philippe. Cartogr.
Qui est Charlie ? : sociologie
d'une crise religieuse. - Paris : Ed.
du Seuil, 2015

Cote : M 33078

AFRIQUE DU NORD

■ ABDESSAMAD, Hichem
La gauche et l'islam politique
ou le conflit suspendu : retour sur le
mouvement du 18 octobre 2005 en
Tunisie. - Tunis : Nirvana : Rosa
Luxemburg Stiftung : Dissonances,
2017.

Cote : M 33034

■ AIT-ALHAYAN, Khadija
Pastoralisme(s) : Sahel, Maghreb
et Europe du sud. - Paris : l'Harmattan,
2016 DL

Cote : M 33014

■ **ATMANI, Ahmed**
La relation mère-enfant en milieu traditionnel algérien 1.
Ethnopsychologie. - Paris : l'Harmattan, 2015. - (Ethnographiques).- Texte remanié de : Th. de 3^e cycle : Psycho. : Strasbourg 1 : 1989.
Cote : M 33062

■ **ATMANI, Ahmed**
La relation mère-enfant en milieu traditionnel algérien 2.
Psychopathologie. - Paris : l'Harmattan, 2015. - (Ethnographiques).Texte remanié de : Th. de 3^e cycle : Psycho. : Strasbourg 1 : 1989.
Cote : M 33063

■ **BEN KHALIFA, Riadh. Coord.**
Etrangers au Maghreb.Maghrébins à l'étranger (XVII^e-XXI^e siècles) : encadrement, identités et représentations. - Tunis : IRMC : Karthala, 2017. - (Hommes et sociétés).
Cote : MS 33051

■ **BENNANI, Imane**
FREY, Jean-Pierre. Préf.
L'habitat menaçant au Maroc : les procédures administratives à l'épreuve des effondrements. - Paris : l'Harmattan, 2016. - (Histoire et perspectives méditerranéennes).
Cote : M 33064

■ **BOUSNINA, Adel**
Population et développement en Tunisie.- Paris : l'Harmattan, 2015 DL. - (Histoire et perspectives méditerranéennes).
Cote : M 33004

■ **BOUTAN, Pierre. Coord. ; BENMANSOUR-BENKELFAT, Sabea. Coord.**
Leçons du temps colonial dans les manuels scolaires. - Paris : l'Harmattan, 2017. - (Manuels scolaires et sociétés).
Cote : M 33069

■ **BOUZEKRI, Mariem**
MOREAU-DAVID, Jacqueline. Préf.
Mariage et liberté : étude comparative entre le droit français, tunisien et musulman. - Paris : l'Harmattan, 2017
Cote : M 33060

■ **CHENNOUFI, Ridha**
Tunisie post-révolutionnaire : conflits

politiques et démocratie. - Tunis : Nirvana, 2017. - (Chemins de la dignité).
Cote : Br 33033

■ **CHOUIKI, Mustapha**
Un siècle d'urbanisme : le devenir de la ville marocaine. - Paris : l'Harmattan, 2017. - (Histoire et perspectives méditerranéennes).
Cote : M 33065

■ **DJEFLAT, Abdelkader. Dir.**
L'intégration des connaissances et l'innovation dans les pays du Sud : cas des économies du Maghreb. - Paris : l'Harmattan, 2016 cop.
Cote : M 33017

■ **Le 39^{ème} congrès du forum de la pensée contemporaine sur : le processus inachevé de la transition démocratique dans l'espace Maghrébin =**
المؤتمر التاسع والثلاثون لمندى الفكر المعاصر حول : المسيرة المتعثرة للانتقال الديمقراطي في الفضاء المغاربي

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI : Fondation Konrad-Adenauer, 2015.
(Série 2 : Séminaires de la mémoire nationale et histoire du temps présent et révolution de la dignité et de la démocratie =
السلسلة الثانية: سيمينارات الذاكرة الوطنية وتاريخ الزمن الحاضر وثورة الكرامة والديمقراطية).

TEMIMI, Abdeljelil. Dir.
Cote : M 33028

■ **MARTEL, André**
PLIEZ, Olivier. Préf. ; FREMEAUX, Jacques. Postf.
La Libye des Ottomans à Da'ech : 1835-2016. - Paris : l'Harmattan, 2017 impr. - (Mondes en mouvement).
Cote : M 33003

■ **MERAH, Aissa. Dir. ; GELLEREAU, Michèle. Dir. ; BOUCHAALA, Nabila Aldjia. Dir. ; NAJAR, Sihem. Préf.**
Reconfiguration des expressions et des pratiques culturelles à l'ère du numérique en Méditerranée. - Paris : l'Harmattan, 2017. - (Socio-anthropologie des mondes méditerranéens).
Cote : M 33068

■ **MONOD, Théodore ; DIEMER, Edmond**
Zerzura : l'oasis légendaire du désert libyque. - Paris : Ed. Vents de sable, 2000
Cote : M 33015

■ **KERDOUD, Nadia**
HERIN, Robert. Préf.
Recompositions urbaines et nouveaux espaces de consommation en Algérie : les dynamiques commerciales aux périphéries des villes de l'Est algérien. - Paris : l'Harmattan, 2017. - (Socio-anthropologie des mondes méditerranéens).- Texte remanié de : Th. de doct. : Géogr. : Caen : 2012. -
Cote : M 33067

■ **RIEUCAU, Jean ; SOUISSI, Mohamed ; PITTE, Jean-Robert. Préf.**
La zaouïa au Maghreb : entre le religieux et le tourisme rituel : le cas de la zaouïa de Sidi El Kantaoui (Tunisie). - Paris : l'Harmattan, 2016
Cote : Br 33011

■ **SEDDIK, Farida**
PAQUOT, Thierry. Préf.
Ville, religion, politique : une approche croisée de la violence : Alger 1990-2008. - Paris : l'Harmattan, 2017- Texte remanié : Th. de doct. : Urbanisme : Paris-Est : 2009.
Cote : M 33066

■ **TEMIMI, Abdeljelil**
Mes contributions à l'histoire de la révolution et de la mémoire nationale = مساهماتي في توثيق الثورة التونسية و الذاكرة الوطنية
Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2015.
(Série 3 : Mouvements nationaux tunisien et maghrébins =
السلسلة الثالثة : الحركة الوطنية التونسية و المغاربية).
Cote : M 33029

■ **TEMIMI, Abdeljelil. Dir.**
Diplomates de la deuxième génération au service de la Tunisie et des organisations internationales des années soixante dix à la révolution =

دبلوماسيون من الجيل الثاني في خدمة تونس و المنظمات الدولية من السبعينات إلى الثورة

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2017. -

(Série 5 : La mémoire et histoire du temps présent =

السلسلة الخامسة : ذاكرة و تاريخ الزمن الراهن).

Cote : M 33023

■ TEMIMI, Abdeljelil. Dir.

L'UGTT et les oppositions politiques : du jeudi noir jusqu'à la révolution =

إتحاد الشغل و المعارضات السياسية من الخميس الأسود إلى الثورة

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2017.

- (Série 5 : La mémoire et histoire du temps présent =

السلسلة الخامسة : ذاكرة و تاريخ الزمن الراهن).

Cote : M 33024

■ TEMIMI, Abdeljelil. Dir.

La conscience blessée de la mémoire nationale : l'assassinat de Chedli Kastally mai 1953 = 1953

من ملفات الذاكرة الوطنية الجريحة : إغتيال الشاذلي القسطلبي ماي 1953=1953

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2017. - (Série 3 : Mouvements nationaux tunisien et maghrébins =

السلسلة الثالثة : الحركة الوطنية التونسية و المغاربية).

Cote : M 33049

■ TEMIMI, Abdeljelil. Dir.

Pour la défense de la révolution tunisienne =

دفاعاً عن الثورة التونسية

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2017. - (Série 5 : La mémoire et histoire du temps présent =

السلسلة الخامسة : ذاكرة و تاريخ الزمن الراهن).

Cote : M 33025

■ TEMIMI, Abdeljelil. Ed.

L'observatoire de la révolution tunisienne =

مرصد الثورة التونسية الجزء الأول - تونس: مؤسسة التميمي للبحث العلمي و المعلومات

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2011. -

(Série 2 : Séminaires de la mémoire nationale et histoire du temps présent et révolution de la dignité et de la démocratie =

السلسلة الثانية: سيمينارات الذاكرة الوطنية و تاريخ الزمن الحاضر و ثورة الكرامة و الديمقراطية).

Cote : M 33020

■ TEMIMI, Abdeljelil. Ed.

L'observatoire de la révolution tunisienne =

مرصد الثورة التونسية الجزء الأول - تونس: مؤسسة التميمي للبحث العلمي و المعلومات

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2011. -

(Série 2 : Séminaires de la mémoire nationale et histoire du temps présent et révolution de la dignité et de la démocratie =

السلسلة الثانية: سيمينارات الذاكرة الوطنية و تاريخ الزمن الحاضر و ثورة الكرامة و الديمقراطية

Cote : M 33021

■ TEMIMI, Abdeljelil. Ed.

L'observatoire de la révolution tunisienne =

مرصد الثورة التونسية الجزء الرابع

Tunis : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information - FTERSI, 2017. - (Série 2 : Séminaires de la mémoire nationale et histoire du temps présent et révolution de la dignité et de la démocratie =

السلسلة الثانية: سيمينارات الذاكرة الوطنية و تاريخ الزمن الحاضر و ثورة الكرامة و الديمقراطية).

Cote : M 33022

■ L'observatoire de la révolution tunisienne. =

مرصد الثورة التونسية الجزء الأول - تونس: مؤسسة التميمي للبحث العلمي و المعلومات - 2011.

(Série 2 : Séminaires de la mémoire nationale et histoire du temps présent et révolution de la dignité et de la démocratie =

السلسلة الثانية: سيمينارات الذاكرة الوطنية و تاريخ الزمن الحاضر و ثورة الكرامة و الديمقراطية

Cote : M 33019

■ VIGNET-ZUNZ, Jacques/Jawhar Sociétés de montagnes méditerranéennes : Ouarsenis (Algérie), Jabal Al-Akhdar (Libye), Rif (Maroc) . - Paris : l'Harmattan, 2017. - (Mondes en mouvement).

Cote : M 33071

Modalités d'inscription à la bibliothèque



Modalités d'inscription à la bibliothèque

La bibliothèque de l'IRMC est ouverte pour les étudiants, enseignants et chercheurs en sciences humaines et sociales.

Pour y accéder, il suffit de remplir un formulaire de demande d'inscription a retirer auprès du moniteur de la salle de lecture et se munir des pièces suivantes :

Etudiants en licence Master

- Une photo d'identité
- Une photocopie de la carte d'étudiant
- Une photocopie de la carte d'identité nationale
- Frais d'inscription 10 dt

Chercheurs et enseignants universitaires

- Une photo d'identité
- Une photocopie de la carte d'identité nationale
- Une attestation de fonction
- Frais d'inscription : 20 dt

L'inscription reste valable pour l'année universitaire en cours.



TUNISIE. Centre de recherche, d'études de documentation et d'information sur la Femme - CREDIF (Tunis)
L'autonomisation économique des femmes : emploi et entrepreneuriat. - Tunis : Ed. CREDIF, 2014. - 228 p. : carte, tabl., graph., couv. ill. en coul. ; 23 cm
Bibliogr. p. 163-166 - Notes bibliogr.

DENIEUIL, Pierre-Noël. Préf. ; ZGHIAL, Riadh. Dir.
Cote: M 33083



BOUILEL, Maha
Étalement urbain et inégalités environnementales dans le Grand Sfax. - 336 f. : graph., cartes, tabl., 5 dépl. En coul. ; 29 cm
Th. doct. géogr. : Sfax, FLSHS : 2016. - Bibliogr. p.297-313
Résumé en : Français
Cote: G 33080



DUJARDIN, Philippe
La "chose publique" : ou l'invention de la politique = الشان العام هو اللي يلما - تونس : دار الجنوب، 2017. - 81ص. : صورة ملونة على الغلاف ؛ 18 سم
Résumé en : arabe
مفتوحة مجد ترجمة
Cote: Br 33088

TUNISIE. Centre de recherche, d'études de documentation et d'information sur la Femme - CREDIF (Tunis)
La femme, acteur émergent : rapports de genre et mutations multiformes dans le monde rural : étude sociologique dans le Centre-Ouest de la Tunisie. - Tunis : Ed. CREDIF, 2016. - 178 p. : tabl., couv. ill. en coul. ; 24 cm Bibliogr. p.171
Résumé en : Français
LARGUECHIE, Dalenda. Préf.
Cote: M 33081

TUNISIE. Centre de recherche, d'études de documentation et d'information sur la Femme - CREDIF (Tunis)
[Exposition. Bardo, Musée du Bardo. 2017]
Femmes et patrimoine : du savoir-faire d'antan à l'automatisation. Catalogue de l'exposition du 11 au 21 août 2017 au musée national du Bardo. - Tunis : Ed.



CREDIF, 2014. - 96 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 20 c
Notes bibliogr.
Résumé en : Français
LARGUECHIE, Dalenda. Préf.
Cote: Br 33085



(Tunis)
La violence fondée sur le genre dans l'espace public en Tunisie. - Tunis : Ed. CREDIF, 2016. - 191 p. : tabl., graph., couv. ill. en coul. ; 24 cm Bibliogr. p. 170-173 - Notes, notes bibliogr.
LARGUECHIE, Dalenda. Préf.
Cote: M 33052



TUNISIE. Centre de recherche, d'études de documentation et d'information sur la Femme - CREDIF (Tunis) ; TUNISIE. Fonds des Nations Unies pour la population Étude sur les associations œuvrant pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en Tunisie. - Tunis : Ed. CREDIF, 2014. - 56 p. : tabl., graph., couv. ill. En coul. ; 24 cm + CD
Notes bibliogr. Résumé en : Français
MAIHOUDH DRAOUI, Dorra. Coord. ; BEN CHEIKH, Mourad. Collab. ; BEN DJEMIA, Sonia. Collab. ; GUEDRI, Raoudha. Coord.
Cote: Br 33086



Tunisiennes et action politique en contexte post-révolutionnaire. - [Tunis] : CREDIF, [S.d.]. - 130-38p. : ill., couv. ill. en coul. ; 27 cm.
Notes bibliogr.
Résumé en : Français, Arabe
MAIHOUDH DRAOUI, Dorra. Dir. ; DRIDI, Houda. Collab. ; ZEKRI AMIRA, Sonia. Collab.
Cote: G 32508

Ouvrages reçus en don

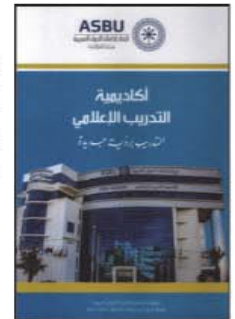
تونس. وزارة المرأة والأسرة والطفولة. مركز البحوث والدراسات و التوثيق و الإعلام حول المرأة
مجلة الأحوال الشخصية ستون سنة : 1956 - 2016 وثائق وقرارات. تونس : الكريديف، 2016.
[170] ص. : صورة على الغلاف، صور؛ 28 سم
Cote: G 33047



تونس. وزارة المرأة والأسرة والطفولة. مركز البحوث والدراسات و التوثيق و الإعلام حول
المرأة
المرأة و الرجل في تونس : مؤشرات و أرقام. تونس : الكريديف، 2016. - 224 ص. :
غلاف ملون، رسوم بيانية ؛ 13 * 18 سم
بوزقرو الأرقش، دلندة. تقديم؛ بن جميع، سنية. تقديم
Cote: M 33048



تونس. إتحاد إذاعات الدول العربية
أكاديمية التدريب الإعلامي : التدريب برؤية جديدة. - 148 ص. : غلاف ملون، صور، جداول،
رسوم بيانية ؛ 24 سم. - (سلسلة بحوث و دراسات إذاعية ؛ 80).
النجار. رضا. إعداد؛ سيد حسن، حسن رضا. إعداد
Cote: M 33073



الجمهورية التونسية. وزارة المرأة والأسرة والطفولة. مركز البحوث و الدراسات و التوثيق و
الإعلام حول المرأة
المناصرة الاجتماعية و الثقافية لمشروع القانون الأساسي للقضاء على العنف ضد المرأة.-
تونس : الكريديف، 2016. - 40 ص. : غلاف ملون، صور ؛ 16 سم
Cote: Br 33074



الجمهورية التونسية. وزارة المرأة والأسرة والطفولة. مركز البحوث و الدراسات و التوثيق و
الإعلام حول المرأة
الأسس القانونية لمناصرة مشروع القانون الأساسي للقضاء على العنف ضد المرأة.- تونس :
الكريديف. - 52 ص. : غلاف ملون ؛ 16 سم
الجلالسي، رشيدة. إنجاز
Cote: Br 33082

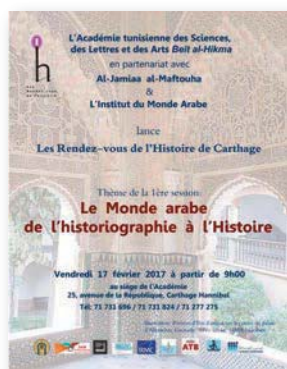


Informations de la communauté scientifique

SÉMINAIRES ET COLLOQUES

► 4-5 janvier 2018 Beit el Hikma et Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis

Les rendez-vous de l'histoire de Carthage organisés par l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts en partenariat avec Al-Jamiaa al-Maftouha, l'Institut du Monde Arabe
Repenser les récits nationaux, le Machreq en question
Participation : Oissila SAAIDIA
Soutien de l'IRMC



► 8 janvier 2018 à l'IRMC, 17h30

Atelier doctoral de l'IRMC
Présentation des recherches *Etre homosexuel-le-s en Tunisie : Entre identité sexuelle et identité ethno-religieuse* de : Nassim HAMDY, doctorant en STAPS à l'ISSEPS
Discutant : Chérif FERJANI

► 18 janvier 2018 à l'IRMC, 17h30

Séminaire de l'IRMC *Etudes du politique. Entre particularité des cas et universalité des approches*
Penser les changements politiques au-delà des catégories démocratie/autoritarisme : la Tunisie, un cas d'école ?
Vincent GEISSER, chercheur CNRS, directeur du master expertise politique comparée, Sciences-Po, Aix-en-Provence et Asma NOUIRA, maître de conférence en sciences politiques, Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis
Coordination Amin ALLAL

► 20 janvier 2018 à l'IRMC 9h-14h

Cycle *Chantiers d'écriture* d'ateliers bilingue (arabe/français) organisés en

alternance à l'IRMC et au Centre d'Anthropologie africaine (CAA) de Sousse
Coordination : Kmar BENDANA et Khaoula MATRI

► 25 janvier 2018 matin

Séminaire de recherche l'IRMC *L'objet « santé » dans les sciences humaines et sociales : Concepts, approches et enjeux dans le Maghreb Contemporain. Théories, objets et méthodes en anthropologie de la santé : l'exemple des travaux sur le sida*

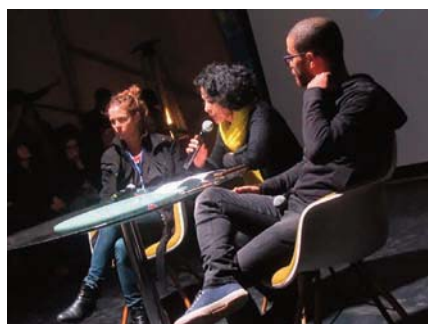
Intervention : Sandrine MUSSO, Enseignant-chercheur à l'Université d'Aix-Marseille
Coordination scientifique : Monia LACHHEB & Betty ROULAND

► 25 janvier à l'IFT

Table Ronde à l'occasion de la Nuit des idées organisée par l'IFT, *De mai 68 à 2018 Révolutions, Illusions et évolutions* animée par Oissila SAAIDIA, directrice de l'IRMC et Frédéric BOBIN, correspondant au journal *le Monde* avec Hichem ABDESSAMAD, historien et politologue, Kmar BENDANA, historienne, chercheuse associée à l'IRMC, Raja BEN SLAMA, professeur et psychanalyste directrice de la Bibliothèque Nationale de Tunisie, Chérif FERJANI, professeur émérite de science politique, d'islamologie et de civilisation arabe, Université Lumière Lyon 2, chercheur associé à l'IRMC

Table ronde à l'occasion de la Nuit des idées organisée par l'IFT *Le corps dans tous ses états*. Modératrice, Monia LACHHEB, sociologue, chercheuse à l'IRMC

Intervention : Chloé MOGLIA, artiste du cirque, trapéziste et Rochdi BELGASMI, danseur et chorégraphe



► 26 janvier 2018 à l'IRMC

Elites économique et pouvoir politique
Présentation de recherche de Dilek YANKAYA, Post-doc CNRS, ERC-Tarica LADYSS, Paris 1 : *La « turkish connection » post 2011: patrons islamiques comme porteurs de modèle en Afrique du Nord* et Mohamed OUBENAL, chercheur à l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM), Rabat : *La circulation du modèle néolibéral de gouvernance d'entreprise : le cas du Maroc et de la Tunisie*

Coordination : Alia GANA, Enrique KLAUS, Audrey PLUTA, Marouen TALEB



► 1^{er} février 2018 IFT, Tunis Participation de l'IRMC à la journée franco-tunisienne de la société civile



► 2 février 2018 à l'IRMC à 17h30

Séminaire de recherche l'IRMC *« L'objet « santé » dans les sciences humaines et sociales : Concepts, approches et enjeux dans le Maghreb Contemporain ».*
Enjeux économiques et mesure des exportations de services de santé : le cas tunisien

Intervention : Marc LAUTIER, professeur d'économie, Université Rennes 2
Coordination scientifique : Monia LACHHEB et Betty ROULAND

Informations de la communauté scientifique

► 3 février 2018 à La Manouba

Séminaire doctoral *Histoire de la mémoire* organisé par l'Ecole doctorale Communication, culture, patrimoine de la Faculté des Lettres, des arts et des humanités et l'IRMC

Séance introductive "Histoire de la mémoire, pertinences et enjeux"
Intervention de Oissila SAAIDIA : *Devoir de mémoire, devoir d'histoire ? De la nécessité fonction sociale de l'historien.*

► 8 février 2018 à l'IRMC à 17h30

Séminaire de l'IRMC "Etudes du politique. Entre particularité des cas et universalité des approches".

Le social en question ? Analyses croisées sur le Maghreb et ailleurs

Intervention : Myriam CATUSSE, chargée de recherche CNRS, IREMAM (Aix-en-Provence) et Hamza MEDDEB, chercheur à l'Institut Universitaire Européen de Florence.

Coordination Amin ALLAL.



► 9 février 2018, Faculté des lettres et des sciences humaines, Sousse à 14h

Cycle *Chantiers d'écriture* d'ateliers bilingue (arabe/français) organisés en alternance à l'IRMC et au Centre d'Anthropologie africaine (CAA) de Sousse.

Coordination : Kmar BENDANA et Khaoula MATRI.

► 17 février 2018 à Sfax

Débat *Etalement urbain et inégalités environnementales dans le grand Sfax* organisé dans le cadre des « Cafés itinérants de l'IRMC ».

Intervention Maha BOUHLEL, docteur en géographie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sfax, Laboratoire Syfacte.

Discutante : Najiba CHKIR BEN JEMAA, directrice du département de géographie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sfax.

Coordination : Betty ROULAND.



► 21 février 2018 IRMC à 17h30

Présentation d'ouvrage *L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992)* organisée dans le cadre de ERC/TARICA

Myriam AÏT-AOUDIA, maître de conférences en science politique à Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Émile-Durkheim.

► 27 février 2018 Tunis

Séminaire *Contexte migratoire libyen : repenser les catégories, les besoins et la protection.*

Coordination Betty ROULAND et Chiara LOSCHI.



2-4 février 2018, Hôtel de ville de Paris

L'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) a participé comme chaque année au *Maghreb-Orient des livres*. Romain COSTA et Besma OURAÏED y représentaient l'institut sur le seul stand tunisien de la manifestation.



CHAUDAT Philippe, LACHHEB Monia, (dir.), 2018, *Transgresser au Maghreb. La normalité et ses dépassements*, coll. Hommes et sociétés, Karthala-IRMC, Paris, 214 p. ISBN : 978-2-8111-1960-7.

Cet ouvrage s'intéresse non pas à la façon dont ces derniers façonnent les sociétés, mais à la manière dont une partie du corps social s'arrange avec le Coran et le système politique. Il décrit comment certains groupes se constituent contre les autorités religieuses et/ou politiques, sans néanmoins les affronter directement, sans les remettre en question, ni rendre publique leurs comportements et leurs actions.

Il permet ainsi de mettre en lumière l'indicible et de présenter ces sociétés sous un jour nouveau, en décrivant les mécanismes de prises de distance par rapport aux normes et de construction d'univers sociaux originaux, grâce à la mise en place de stratégies et de modes d'actions partagés, telles que la non monstration des actes transgressifs ou l'utilisation d'espaces spécifiques.

Cet ouvrage vise donc à aborder la dynamique des sociétés musulmanes d'Afrique du Nord en privilégiant leurs dysfonctionnements pour mieux comprendre leur fonctionnement. Il permet de remettre en cause l'image de sociétés « soumises », véhiculée par le sens commun et par certains médias occidentaux.

Philippe Chaudat est anthropologue et maître de conférences à l'Université Paris-Descartes Sorbonne.

Monia Lachheb est sociologue et enseignante - chercheuse à l'institut supérieur du sport et de l'éducation physique de Tunis, en détachement à l'IRMC.

Ont contribué à cet ouvrage : Francis Affergan, Sébastien Boulay, Philippe Chaudat, Meriam Cheikh, Erwan Dianteill, Farid El Asri, Mariem Guellouz, Monia Lachheb, Khalid Mouna, Bernard Valade, Nessim Znaïen.



BEN KHALIFA Riadh (dir.), 2017, *Étrangers au Maghreb. Maghrébins à l'étranger (XVII^e-XXI^e siècles)*. Encadrement, identités et représentations, coll. Hommes et sociétés, Karthala-IRMC, Paris, 266 p. ISBN : 978-2-8111-1893-8.

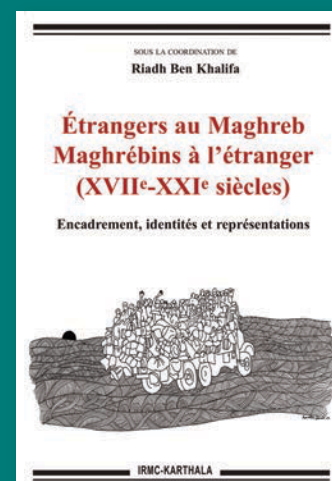
Les textes de cet ouvrage interrogent la problématique de la migration au Maghreb et dans certains pays européens en mettant en exergue les expériences de vie et les rapports dialectiques entre les pouvoirs et les sociétés des pays de départ, de transit et d'arrivée.

Philippe Chaudat est anthropologue et maître de conférences à l'Université Paris-Descartes Sorbonne.

Monia Lachheb est sociologue et enseignante - chercheuse à l'institut supérieur du sport et de l'éducation physique de Tunis.

*Riadh Ben Khalifa est maître-assistant en histoire contemporaine à l'Université de Tunis. Ses travaux portent principalement sur la migration méditerranéenne. Il consacre également une part de ses recherches à la diplomatie tunisienne et à la décolonisation. En plus de nombreux articles scientifiques, il a publié un ouvrage intitulé : *Délinquance en temps de crise dans les Alpes-Maritimes : 1938-1944* (Chez Honoré Champion en 2015) et les *Actes du colloque : Le vivre ensemble en Libye et dans d'autres espaces géographiques* (Publications de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis-2016) [en arabe].*

Ont contribué à cet ouvrage : Beya Abidi, Olfa Ben Achour, Riadh Ben Khalifa, Ali Bensaâd, Anne Dulphy, Nisrine Eba Nguema, Sonia Gsir, Smail Kouttroub, Stéphane Kronenberger, Abdelkrim Mejri, Elsa Mescoli, Mustapha Nasraoui, Ralph Schor, Daniela Trucco et Nadhem Yousfi.



Responsable de la *Lettre de l'IRMC* : Oissila Saaidia
Responsables éditoriaux : Romain Costa et Louise Favel
Chargée de communication : Hayet Naccache
Conception graphique et PAO : Bisma Ouraïed-Menneï

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS
Tél : (+216) 71 796 722 / Fax : (+216) 71 797 376
E-mail : direction@irmcmaghreb.org
Site internet : www.irmcmaghreb.org